L'ÉCONOMIE au Nouveau-Brunswick

1990

Rapport à l'Assemblée législative

CNB9051 3b

ADDENDA

Statistique Canada a publié les résultats de son enquête sur les perspectives d'investissements privés et publics au Canada pour l'année 1990, tout juste après l'envoi du présent document chez l'imprimeur. Les données pour les années 1988 et 1989 figurant dans ce document ont donc été révisées. Ces mises à jour sont incluses ci-dessous et un tableau 12 corrigé a également été joint.

Les perspectives d'investissements pour le Nouveau-Brunswick indiquent une baisse de 2 % des dépenses en immobilisations pour 1990. Toutefois, si l'on tient compte des importants projets annoncés récemment (la construction de quatre unités thermiques par Énergie Nouveau-Brunswick et l'augmentation des fonds affectés aux travaux de construction de la Transcanadienne à quatre voies), les résultats montrent plutôt une croissance de 3,5 % des investissements, ce qui signifie que le taux de 3 % figurant au tableau de la page 27 demeure valable.

Page 1 :

<<Formation de capital 3 075 24,1 11,1>>
devrait se présenter comme suit :
<<Formation de capital 2 925 15,6 9,3>>

Page 2, deuxième paragraphe; la deuxième phrase devrait être écrite comme suit :

<<La valeur des investissements a progressé de 15,6 % et tous les secteurs de l'économie ont enregistré une augmentation.>>

Page 18, le deuxième paragraphe devrait être rédigé comme suit:

<<La valeur des investissements s'est accrue de 15,6 % au Nouveau-Brunswick en 1989, grâce à une hausse de 24,8 % des investissements commerciaux en immobilisations non résidentielles. Tous les secteurs industriels ont augmenté leurs investissements en immobilisations.>>

Page 27:

<<Formation de capital 2,6 4,8 13,7 24,1 3,0>>
devrait se présenter comme suit :
<<Formation de capital 2,6 4,8 16,1 15,6 3,0>>

Pages 45 et 46:

Les trois premiers paragraphes sous <u>construction</u> devraient être rédigés comme suit:

<u>CONSTRUCTION</u>

Le secteur de la construction a été dynamique en 1989 au Nouveau-Brunswick; en effet, tous les domaines d'activité ont connu une croissance des investissements. Selon l'enquête de Statistique Canada sur les investissements privés et publics, les dépenses en immobilisations se sont accrues de 15,6 % par rapport à 1988, pour atteindre un niveau record de 2 887,7 millions de dollars. Il s'agit de la deuxième plus importante hausse des investissements de toutes les provinces en 1989, dépassant de loin la croissance de 9,3 % enregistrée dans l'ensemble du pays. Les dépenses de réparation des installations existantes ont augmenté de 7,6 %, pour s'établir à 871,3 millions de dollars. Au total, les investissements en immobilisations et en réparations se sont chiffrés à 3 759,0 millions de dollars, soit une augmentation de 13,7 % par rapport à 1988.

On estime que la valeur des travaux de construction exécutés, qui se chiffre à 2 048,1 millions de dollars, a augmenté de 13,1 %, tandis que les investissements en machines et matériel ont progressé de 14,3 %, pour s'établir à 1 710,9 millions de dollars.

Les investissements en immobilisations du secteur des entreprises ont été de 24,8 % supérieurs à ceux de 1988, grâce à la vigueur des industries de fabrication (33,5 %), des services publics (29,1 %) et des industries primaires (18,6 %). Les dépenses en immobilisations des établissements gouvernementaux et des ministères ont augmenté de 5,8 %, tandis que les investissements dans le secteur résidentiel ont marqué une progression de 4,8 %, selon les estimations.

Tableau 12 - INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS
(millions de dollars)

	1985	1986	1987	1988	1989[1]
Immobilisations	1 967,0	1 938,8	2 151,9	2 497,3	2 887,7
Construction:	1 200,1	1 224,3	1 403,8	1 520,0	1 739,7
Industries primaires et construction	124,2	88,1	65,5	80,3	73,9
Fabrication	44,7	41,6	40,7	89,9	143,3
Services d'utilité publique	71,5	71,1	87,0	121,0	191,0
Commerce et finances	80,5	115,0	119,4	136,7	182,1
Habitation	507,5	538,6	653,2	722,8	757,8
Institutions et ministères gouvernementaux	371,7	369,9	438,0	369,3	391,6
Machines et outillage:	766,9	714,5	748,1	977,3	1 148,0
Industries primaires et construction	155,3	87,1	101,0	108,3	149,8
Fabrication	291,7	241,2	247,2	429,5	550,1
Services d'utilité publique	128,9	160,2	119,9	151,6	160,8
Commerce et finances	138,8	165,4	211,8	208,8	204,3
Habitation	-	-	-	-	-
Institutions et ministères gouvernementaux	52,2	60,6	68,2	79,1	83,0
Réparations	692,6	701,3	750,8	809,7	871,3
Industries primaires et construction	118,2	132,4	132,4	148,0	166,1
Fabrication	130,5	133,1	169,9	188,7	213,4
Services d'utilité publique	228,7	200,6	188,0	186,1	194,6
Commerce et finances	46,8	52,2	65,9	58,8	65,4
Habitation	65,9	69,5	83,0	102,6	113,4
Institutions et ministères gouvernementaux	102,5	113,5	111,6	125,5	118,4
Immobilisatons et réparations	2 659,6	2 640,1	2 902,7	3 307,0	3 759,0

[1]Dépenses réelles provisoires.
Sources: Statistique Canada 61-205 et 61-206.

ISSN 0383-3208

L'ÉCONOMIE
AU
NOUVEAU-BRUNSWICK

1990

RAPPORT À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

RÉDIGÉ PAR
L'AGENCE DE LA STATISTIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
MINISTÈRE DES FINANCES
MARS 1990

AVAILABLE IN ENGLISH

90-03591/

TABLE DES MATIÈRES

Page

SOMMAIRE.....2

L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE
Revue de 1989.....4
Perspectives pour 1990.....7

L'ÉCONOMIE CANADIENNE
Revue de 1989.....10
Perspectives pour 1990.....12

L'ÉCONOMIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
Revue de 1989.....17
Perspectives pour 1990.....25

SECTEURS D'ACTIVITÉ
Agriculture.....28
Pêches.....30
Industrie forestière.....32
Fabrication.....37
Mines.....42
Construction.....45
Services.....48

CONCLUSION.....54

TABLEAUX STATISTIQUES.....55

SIGNES CONVENTIONNELS

..	chiffres non disponibles
...	données non pertinentes
___	néant
--	nombre infime
p	chiffres provisoires
r	chiffres rectifiés
x	données confidentielles
*	estimations de l'Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick

BILAN STATISTIQUE DE 1989

	Nouveau-Brunswick (en millions de dollars, sauf indication contraire)	Écart (en %) entre 1988 et 1989 N.-B.	Canada
PRODUCTION ET REVENUS			
PIB - (en dollars courants)	11 078	7,2	7,8
- (en dollars constants de 1981)	7 760	3,0	2,9
Total des revenus personnels	11 526	7,2	9,2
FACTEURS DE LA DEMANDE			
Formation de capital	3 075	24,1	11,1
Exportations(jan.-nov.)	2 747	-3,9	-0,4
Mises en chantier d'habitations (nombre)	3 681	1,7	-3,2
Commerce de détail	4 330	5,1	4,6
POPULATION ET POPULATION ACTIVE			
Population totale au 1er juin (000)	719	0,6	1,2
Population active (000)	325	2,2	1,7
Emploi (000)	284	1,4	2,0
Chômage (000)	41	7,9	-1,3
Taux de chômage (%)	12,5	...	...
Taux d'activité (%)	59,5	...	...
SECTEURS D'ACTIVITÉ			
Production minière	909	-0,1	5,8
Recettes agricoles en espèces	267	5,9	1,6
Volume de production des pâtes et papiers	...	1,3	...
Livraisons de biens de fabrication	5 574	5,5	2,9
Consommation d'énergie électrique (GW.h)(jan.-nov.)	11 979	5,9	1,5
Indice des prix à la consommation (1981=100)	147,8	4,7	5,0

SOMMAIRE

REVUE ET PERSPECTIVES

Grâce à une augmentation du produit intérieur brut (PIB) réel de 3 % en 1989, le Nouveau-Brunswick a enregistré une croissance économique pour la septième année de suite depuis la récession de 1981-1982. Le taux de croissance économique de la province en 1989 a été supérieur à celui qu'a connu le Canada, lequel se chiffrait à 2,9 %, et il équivalait au taux de 3 % enregistré aux États-Unis. Au Nouveau-Brunswick, la croissance a été particulièrement soutenue, en 1989, par les investissements, les livraisons de pâtes et papiers, la production énergétique et la production agricole.

Selon les estimations, le rendement des industries productrices de biens s'est accru de 3,7 %, et celui du secteur des services a connu une hausse de 2,6 %. La valeur des investissements a progressé de 24,1 % et tous les secteurs de l'économie ont enregistré une augmentation. Les mises en chantier d'habitations se sont chiffrées à 3 681, ce qui représente une augmentation de 1,7 % par rapport à l'année précédente.

Le commerce de détail dans la province a marqué une progression de 5,1 % en 1989, comparativement à la hausse de 4,6 % enregistrée dans l'ensemble du pays. L'indice des prix à la consommation au Nouveau-Brunswick a connu une hausse moyenne

de 4,7 % en 1989; ainsi, pour la quatrième année de suite, le taux d'inflation des prix à la consommation a été inférieur à la moyenne nationale.

La population active a augmenté de 7 000 personnes en 1989 au Nouveau-Brunswick, ce qui a entraîné un taux d'activité record de 59,5 %. Le niveau de l'emploi s'est accru de 1,4 % (4 000 emplois). Trois mille personnes ont joint les rangs des sans-emploi en 1989, de sorte que le taux de chômage est passé de 12 % en 1988 à 12,5 % l'année dernière.

Puisqu'un ralentissement marqué des économies des États-Unis, du Canada et des autres pays industrialisés est prévu en 1990, la croissance du PIB réel de la province devrait se chiffrer à 1,8 %, soit à un taux équivalent à celui qui est prévu pour le Canada. On s'attend à un ralentissement de la production dans les secteurs de l'exploitation forestière et des industries de fabrication; par ailleurs, le niveau d'activité de l'industrie de la construction continuera de se maintenir grâce à d'importants projets dans les secteurs des services publics et de l'industrie des services.

Le taux de croissance de l'emploi en 1990 sera plus faible que celui de la population active, ce qui devrait faire passer le taux de chômage à 12,7 %. L'indice des prix à la consommation du Nouveau-Brunswick devrait, pour sa part, augmenter de 4,7 % en 1990.

L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE

REVUE DE 1989

Le produit national brut (PNB) réel des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques a augmenté pour la septième année de suite depuis la récession mondiale de 1982; cependant, cette croissance a considérablement ralenti l'année dernière par rapport à 1988. La croissance économique des sept principaux pays industrialisés a fléchi, enregistrant un taux de 3,5 %, comparativement à 4,5 % en 1988. Le Japon a connu la plus forte croissance de son PNB réel, suivi dans l'ordre par l'Allemagne de l'Ouest, la France, l'Italie, les États-Unis et le Canada. Par rapport à l'année précédente, seule l'Allemagne de l'Ouest a enregistré une croissance accrue de son PNB.

Au Royaume-Uni, le ralentissement de la demande des consommateurs, attribuable à l'imposition de taux d'intérêt élevés et à l'inflation galopante, a entraîné un fléchissement important de la croissance économique. Les dépenses de consommation des Allemands de l'Ouest ont chuté en 1989, mais la vigueur des investissements et le niveau record de l'excédent commercial ont provoqué la plus forte hausse du PNB depuis 1979. Au Japon, les investissements et la demande des consommateurs ont stimulé l'économie, compensant ainsi pour une baisse des exportations. Le rythme de l'inflation, quoique très faible comparativement aux autes pays de l'OCDE, s'est accru parallèlement à la hausse des taux d'intérêt au second semestre et à l'imposition d'une nouvelle taxe de vente.

TAUX DE CROISSANCE DU PNB ET DU PIB RÉELS

DES PAYS DE L'OCDE ENTRE 1987 ET 1990

	Moyenne de 1983 à 1988	1987	1988	1989	1990
		(variations en pourcentage)			
États-Unis	4,1	3,7	4,4	3,0	2,3
Japon	4,3	4,5	5,7	4,8	4,5
Allemagne de l'Ouest	2,5	1,7	3,6	4,3	3,2
France	1,9	1,9	3,4	3,4	3,1
Italie	2,7	3,0	3,9	3,3	3,2
Royaume-Uni	3,6	4,7	4,2	2,3	1,3
Canada	4,5	4,5	5,0	2,9	2,0
Totaux des sept principaux pays industrialisés	3,7	3,5	4,5	3,5	2,9
Autres pays membres de l'OCDE[1]	3,1	3,0	3,3	3,8	2,6
Totaux de l'OCDE	3,6	3,5	4,4	3,6	2,9

---

[1]Comprend : Australie, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Grèce, Islande, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse et Turquie.

Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Perspectives économiques, décembre 1989.

Aux États-Unis, les dépenses de consommation et les investissements commerciaux ont soutenu l'économie qui a souffert d'un fléchissement des exportations attribuable à la vigueur du dollar. Certains signes de ralentissement se sont manifestés vers la fin de l'année comme en témoigne la diminution de la production industrielle (en particulier dans le secteur de l'automobile) et du taux d'utilisation de la capacité. Le taux d'inflation a légèrement fléchi au cours du second semestre de 1989 par suite de la stagnation des prix de l'énergie et de la vigueur du dollar américain, ce qui a permis à la Réserve fédérale de tenter de stimuler l'économie chancelante en assouplissant les politiques monétaires.

L'inflation des prix à la consommation s'est intensifiée dans les pays membres de l'OCDE; en effet, la hausse prévue de 4,4 % en 1989 dépasse de loin celle de 3,3 % qui avait été enregistrée en 1988. Malgré une baisse du prix de certains biens de consommation au cours du second semestre, une hausse des coûts des importations et des salaires a entraîné une augmentation de l'indice des prix à la consommation. On a noté une légère augmentation de l'indice des prix à la consommation au Japon, en Allemagne de l'Ouest et en France; par ailleurs, le taux d'inflation a oscillé entre 4,5 et 6 % en Italie, au Royaume-Uni, au Canada et aux États-Unis.

PERSPECTIVES POUR 1990

On prévoit que la tendance au fléchissement se maintiendra en 1990 en ce qui concerne la performance économique des pays industrialisés, étant donné qu'un resserrement de la politique monétaire, en 1989, a commencé à provoquer un ralentissement de la demande des consommateurs dans les pays subissant de fortes pressions inflationnistes. Toutefois, on ne s'attend pas à connaître une récession généralisée. L'OCDE prévoit que la croissance du PNB réel se chiffrera à 2,9 % en 1990, ce qui représente une baisse considérable par rapport au taux estimatif de 3,6 % en 1989. Parallèlement, le taux de croissance économique des sept principaux pays industrialisés devrait atteindre 2,9 %, comparativement à 3,5 % en 1989; cette baisse est attribuable à la nette faiblesse de la demande des consommateurs et des investissements commerciaux. En 1990, les pays industrialisés connaîtront une croissance économique pour une huitième année de suite, soit la plus longue période de prospérité depuis la Deuxième Guerre mondiale.

On prévoit que la croissance de la production et de l'emploi ralentiront dans les sept grands pays industrialisés en 1990. On estime que le Japon présentera la meilleure performance, et que les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni enregistreront la croissance économique la plus faible.

Les taux de chômage devraient être semblables à ceux de 1989 et le taux d'inflation devrait atteindre en moyenne 4 %, sauf au Japon et au Royaume-Uni, qui présenteront des taux plus élevés.

La croissance du PNB réel des États-Unis devrait chuter sous la barre des 2 % en 1990, à cause de l'incidence de la vigueur de

la devise sur les exportations, du fléchissement de la demande de biens de fabrication et d'une baisse des profits des entreprises. La demande des consommateurs faiblira, tandis que les investissements bénéficieront des retombées favorables des activités de reconstruction rendues nécessaires par les désastres naturels (ouragans et tremblements de terre). La croissance des exportations ralentira, mais elle demeurera supérieure à celle des importations. On prévoit une faible augmentation du niveau de l'emploi, qui sera concentrée dans le secteur des services. Il est possible que l'on enregistre une légère hausse du taux de chômage. Les pressions inflationnistes se stabiliseront à près de 4 % (par rapport à 4,9 % en 1989); toutefois, le resserrement du marché de l'emploi pourrait provoquer une pression à la hausse sur les salaires. Les taux d'intérêt devraient demeurer stables par rapport aux niveaux atteints en 1989.

Lors de son discours sur l'état de l'Union, prononcé le 31 janvier, le président Bush a fait état de ses priorités au chapitre de l'éducation, de la réduction des dépenses militaires et de la lutte contre la drogue. Les propositions budgétaires de l'Administration pour 1991 ont aussi été déposées au cours de la même semaine, et elles contenaient des mesures visant la réduction du déficit. Toutefois, l'Administration et le Congrès pourraient avoir de la difficulté à respecter l'objectif relatif au déficit budgétaire de cette année, établi en vertu de la loi Gramm-Rudman-Hollings sur la réduction du déficit.

QUELQUES INDICATEURS ÉCONOMIQUES

SEPT PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISÉS

DE 1987 À 1990

	1987	1988	1989	1990
	(variations en pourcentage, à moins d'indication contraire)			
PNB/PIB réels	3,5	4,5	3,5	2,9
Formation de capital non résidentiel	6,4	11,1	8,8	5,9
Demande intérieure totale	3,9	4,8	3,6	2,9
Emploi	1,7	1,9	1,7	1,1
Taux de chômage (%)	7,0	6,4	5,9	6,0
Inflation				
Indice implicite du PNB/PIB	2,6	2,9	3,7	4,0
Indice implicite des dépenses de consommation	3,0	2,8	3,9	4,0

Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Perspectives économiques, décembre 1989.

L'ÉCONOMIE CANADIENNE

REVUE DE 1989

Malgré un ralentissement marqué en 1989, l'économie canadienne a progressé pour une septième année de suite. On estime que le PIB réel a crû de 2,9 % en 1989, après avoir enregistré une hausse de 5 % en 1988. Même si elle a considérablement fléchi au cours du second semestre, l'accroissement de la demande intérieure finale a continué de donner le ton à l'économie.

La hausse de la demande intérieure finale s'est surtout fait sentir dans les secteurs des dépenses de consommation et des investissements non résidentiels. L'augmentation des dépenses gouvernementales en biens et services a quelque peu ralenti par rapport à 1988, témoignant du maintien des programmes de restrictions budgétaires aux échelons fédéral et provincial. En ce qui concerne la performance industrielle, la croissance du secteur des services a dépassé celle des industries de fabrication; les deux secteurs ont enregistré des hausses respectives de 3,1 et de 2,5 %.

L'indice des prix à la consommation a affiché une hausse de 5 % en 1989, soit la plus forte augmentation depuis 1983. À titre de comparaison, le taux annuel d'inflation au cours de la majeure partie de la période allant de 1984 à 1988 se chiffrait aux alentours de 4 %. À l'échelle des provinces, l'augmentation des prix à la consommation a été la plus forte en Ontario (5,8 %), et la plus faible à Terre-Neuve (3,6 %).

Le taux de chômage au Canada a légèrement diminué, se chiffrant à 7,5 % en 1989, soit le plus bas niveau annuel depuis 1981. La proportion des sans-emploi a oscillé de 5,1 % en Ontario, à 15,8 % à Terre-Neuve. L'emploi s'est accru de 2 % en 1989, comparativement à 3,2 % l'année précédente. Ce ralentissement à l'échelle nationale s'est fait le plus sentir en Ontario, qui a connu une croissance de 1,8 % à ce chapitre en 1989, comparativement à 3,7 % en 1988.

Les augmentations de salaire accordées à la suite des négociations collectives importantes ont atteint une moyenne de 5,5 % au cours du quatrième trimestre de 1989, après s'être chiffrées à 4,4 % en 1988; ces résultats ne sont pas sans attiser les craintes face à l'inflation. Les hausses enregistrées en 1989 se sont traduites par des gains de 6,4 % en Ontario, et de 7 % en Colombie-Britannique.

Par rapport à la devise américaine, le dollar canadien a réagi à la hausse des taux d'intérêt et est passé de 83,8 cents US en décembre 1988, à 86,3 cents à la fin de 1989. Au cours du premier trimestre, la Banque du Canada, dans sa lutte contre l'inflation, a augmenté le taux officiel d'escompte à plus de 12 %, et l'a maintenu à ce niveau durant le reste de l'année. Les banques à charte ont haussé leurs taux commerciaux préférentiels de 12,25 % qu'ils étaient en décembre 1988, à 13,5 % à la fin de mars; ces taux sont demeurés en vigueur jusqu'à la fin de l'année.

PERSPECTIVES POUR 1990

La croissance de l'économie canadienne est appelée à ralentir considérablement en 1990. On prévoit que l'accroissement du PIB réel se chiffrera à 1,8 % par suite du fléchissement de la demande des consommateurs et des investissements commerciaux attribuable aux effets combinés de l'inflation et de l'adoption de mesures fiscales et monétaires restrictives. Les dépenses des administrations publiques seront caractérisées par un effort soutenu des différents paliers de gouvernement pour réduire leurs déficits. À cause du déclin du dollar canadien sur les marchés internationaux, on

prévoit une hausse modérée des exportations à la suite de la faiblesse enrègistrée en 1989. Les investissements non résidentiels continueront de s'accroître, mais à un rythme beaucoup moindre qu'au cours des dernières années.

Le maintien des taux d'intérêt élevés, combiné à une inflation importée de l'étranger et à une hausse du coût de la main-d'oeuvre, provoquera une augmentation approximative de 4,7 % de l'indice des prix à la consommation, chiffre légèrement supérieur à la moyenne de 4,5 % atteinte au cours de la période allant de 1983 à 1989. Les règlements de négociations collectives ont entraîné des augmentations salariales moyennes de 5,3 % en 1989. La prochaine ronde d'augmentations pourrait donner des résultats plus élevés, étant donné que les employés négocieront en vue de compenser les effets de la taxe fédérale sur les produits et services qui entrera en vigueur en 1991.

On s'attend à ce que le ralentissement de l'activité économique n'entraîne qu'une augmentation de 1,3 % du niveau de l'emploi, comparativement à une hausse de 2 % en 1989. Le taux de chômage devrait suivre une tendance à la hausse et se chiffrer en moyenne à 7,9 %.

L'activité économique devrait ralentir au centre du pays en 1990, après plusieurs années de croissance vigoureuse. Selon le Conference Board du Canada, la hausse du PIB réel sera la plus substantielle en Saskatchewan (6 %), en Alberta (2,8 %) et en Colombie-Britannique (2,7 %), puisqu'on s'attend à un certain rétablissement dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie. Le Conference Board prévoit que le Nouveau-Brunswick et le Canada connaîtront une croissance de 1,9 %.

Il se pourrait que les taux d'intérêt marquent une tendance à la baisse en 1990, étant donné que les taux élevés imposés en 1989 en vue de juguler l'inflation ont provoqué un ralentissement des dépenses de consommation et des investissements résidentiels et commerciaux. Le rétrécissement de l'écart entre les taux canadiens et américains pourrait entraîner un affaiblissement de la devise canadienne par rapport au dollar américain, permettant ainsi aux exportations du Canada d'être plus concurrentielles sur les marchés internationaux. En 1989, l'imposition de taux d'intérêt élevés ne semble pas avoir ralenti le rythme de l'inflation. En effet, l'indice des prix à la consommation s'est accru en moyenne de 4,5 % durant les quatre premiers mois de l'année, et de 5,2 % au cours des huit derniers mois; une bonne part de cette hausse est attribuable aux secteurs vulnérables aux taux d'intérêt et aux impôts indirects. Toutefois, les hausses d'une année à l'autre ont ralenti, passant de 5,4 % en juin et en juillet, à 5,1 % en décembre.

Par conséquent, il se pourrait que les taux d'intérêt ne diminuent que très légèrement, puisque le gouverneur de la Banque du Canada a insisté à plusieurs reprises récemment sur la nécessité d'amenuiser les pressions inflationnistes. La réaction vigoureuse des marchés de change à la réduction du taux d'escompte de la Banque, qui est passé de 12,43 à 12,14 %, a accentué les inquiétudes au sujet de l'inflation importée de l'étranger. En conséquence, la Banque a augmenté le taux d'escompte au cours des quatre semaines suivantes, pour le porter à 13,32 %. Cette décision de la Banque avait pour but d'interrompre le glissement de la valeur du dollar canadien. Si l'on ne perçoit pas bientôt des signes de l'atténuation des pressions inflationnistes, le niveau actuel des taux d'intérêt ralentira la croissance économique jusqu'en 1991, compte tenu de l'écart chronologique entre les modifications des politiques monétaires et leur incidence sur l'économie.

QUELQUES INDICATEURS CLÉS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

CANADA, DE 1988 À 1990

	1988	1989	1990[1]
	(variations en pourcentage, à moins d'indication contraire)		
Produit intérieur brut (PIB)	9,3	7,8	6,5
Indice implicite du PIB	4,0	4,8	4,6
PIB (en dollars de 1981)	5,0	2,9	1,8
Dépenses personnelles	4,3	4,0	2,2
Dépenses publiques courantes	3,1	2,2	1,2
Investissements non résidentiels	16,7	8,2	4,5
Investissements résidentiels	4,6	4,1	-1,5
Exportations	9,5	-0,9	4,0
Importations	13,9	7,2	2,5
Revenu personnel	8,9	9,2	7,0
Bénéfices des sociétés avant impôts	10,7	-2,8	5,0
Indice des prix à la consommation	4,1	5,0	4,7
Emploi	3,2	2,0	1,3
Taux de chômage (%)	7,8	7,5	7,9

---

1 Projections

L'ÉCONOMIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

REVUE DE 1989

INTRODUCTION

Grâce à une hausse du produit intérieur brut (PIB) réel estimée à 3 % en 1989, le Nouveau-Brunswick a connu une croissance économique pour une septième année de suite depuis la récession de 1981-1982; son taux de croissance a été supérieur à celui de 2,9 % enregistré à l'échelle nationale. En 1989, l'économie néo-brunswickoise a été soutenue par l'augmentation de la production dans les secteurs des industries de fabrication, de la construction, des services publics et de l'agriculture. En termes réels, les industries productrices de biens ont connu une croissance de 3,7 %, comparativement à une hausse de 2,6 % pour les industries productrices de services.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

La croissance du produit intérieur brut exprimée en dollars courants est estimée à 7,2 % en 1989, et elle est surtout attribuable aux salaires et aux revenus de placements. À cause de l'augmentation des salaires, on estime que le revenu personnel s'est accru de 7,2 %, par rapport à 9,2 % pour l'ensemble du Canada. Le revenu personnel par habitant au Nouveau-Brunswick en 1989 équivalait à 76,2 % de la moyenne nationale.

Dans la section des dépenses des comptes économiques provinciaux, les dépenses personnelles pour l'achat de biens et de services ont augmenté de 7,6 %. Corrigé pour tenir compte de l'inflation, ce taux représente une hausse de 2,8 %. Les dépenses courantes des deux paliers de gouvernement et des administrations municipales pour l'achat de biens et de services[1] ont, quant à elles, augmenté de 6,1 % en 1989, par rapport à 8 % en 1988.

La valeur des investissements s'est accrue de 24,1 % au Nouveau-Brunswick en 1989, grâce à une hausse de 37,7 % des investissements commerciaux en immobilisations non résidentielles. Tous les secteurs industriels ont augmenté leurs investissements en immobilisations.

---

[1] Celles-ci représentent approximativement 46 % des dépenses publiques courantes; elles ne comprennent pas les subventions, les paiements de transfert aux particuliers et aux autres instances de l'administration, les intérêts sur la dette publique ni les dépenses en capital.

EXPORTATIONS

Au cours des trois premiers trimestres de 1989, la valeur des exportations a diminué de 4,7 % et a atteint environ 2,3 milliards de dollars; cette situation était attribuable au ralentissement des exportations de poisson, de bois, de pâtes et papiers et de minerai. Les livraisons vers les États-Unis, qui constituent près des deux tiers des exportations du Nouveau-Brunswick, ont diminué de 13,6 %, alors que les livraisons destinées au Japon ont chuté de 17,9 %. Toutefois, ces baisses ont été en partie compensées par une augmentation de 23,7 % des livraisons vers d'autres marchés, y compris celles qui étaient destinées à certains partenaires traditionnels de la province en Europe, soit le Royaume-Uni (hausse de 17,2 %), l'Allemagne de l'Ouest (hausse de 41,6 %) et la Belgique (hausse de 33,1 %).

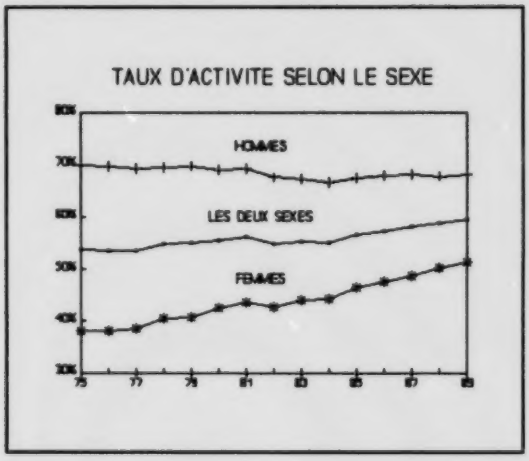
Étant donné qu'une grande partie des exportations de la province sont monnayées en dollars américains, la vigueur de la devise canadienne par rapport à celle des États-Unis a contribué à la faiblesse des exportations et a eu un effet négatif sur les profits de nombreuses sociétés exportatrices.

PRIX

La croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) du Nouveau-Brunswick s'est chiffrée en moyenne à 4,7 % en 1989; il s'agit de la quatrième année de suite où l'inflation touchant les biens de consommation a été inférieure à la moyenne nationale. L'augmentation des prix des vêtements, qui a atteint 3,2 %, s'est révélée la plus faible parmi toutes les composantes de l'indice; suivent dans l'ordre le logement (3,3 %), les loisirs, la lecture et la formation (4 %), la santé et les soins personnels (4,1 %), les aliments (4,3 %) et les transports (5,2 %). Les augmentations considérables des taxes fédérales et provinciales ont provoqué une hausse de 16,3 % des prix du tabac et de l'alcool. En 1988, l'IPC du Nouveau-Brunswick avait enregistré une hausse de 3,6 %.

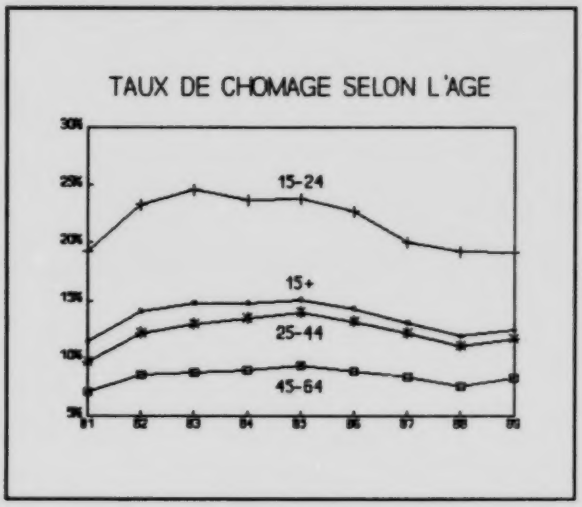
POPULATION ACTIVE

La population active du Nouveau-Brunswick a augmenté de 2,2 % en 1989, après un accroissement de 1,9 % en 1988. Le taux d'activité provincial a continué sa progression pour atteindre un sommet record de 59,5 %, comparativement à 58,8 % en 1988. Le taux a augmenté aussi bien chez les femmes que chez les hommes.



Quatre mille nouveaux emplois ont été créés, portant le total à ce chapitre à 284 000, soit une augmentation de 1,4 % par rapport à 1988. Parmi les nouveaux emplois, 4 000 postes ont été confiés à des femmes; le nombre d'hommes occupant un emploi est resté le même que celui de l'année précédente. Parmi les divers secteurs de l'économie, les services ont fourni 3 000 nouveaux emplois, le commerce en a produit 1 000, tout comme les autres branches du secteur primaire et l'industrie de la construction. Le nombre des emplois dans les industries de fabrication a chuté de 2 000.

Le nombre de chômeurs dans la province a augmenté de 3 000 pour s'établir à 41 000. Le taux de chômage au Nouveau-Brunswick est passé de 12 % en 1988 à 12,5 % en 1989. Il a diminué légèrement chez les personnes âgées de 15 à 24 ans, alors qu'il a augmenté pour les groupes des 25 à 44 ans et des 45 à 64 ans.



Le taux de chômage chez les hommes est passé de 11,9 à 12,7 % en 1989; ce taux était tout de même inférieure à la moyenne annuelle des cinq dernières années, laquelle se chiffrait à 14,3 %. Le taux de chômage chez les femmes s'élevait à 12,2 %, ce qui représente une hausse de 0,1 % par rapport à 1988. À l'échelon régional, le taux de chômage a diminué dans les régions de Saint-Jean et de Fredericton, alors qu'il a progressé dans les trois autres régions.

Taux de chômage par région

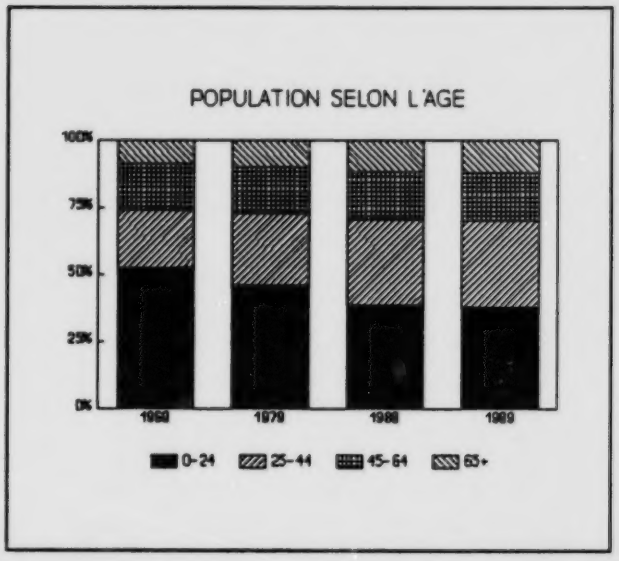
Nouveau-Brunswick, de 1986 à 1989

Région	1986	1987	1988	1989
			(en pourcentage)	
Nord-Est	18,8	15,3	15,0	16,8
Moncton	13,5	13,6	11,0	11,4
Saint-Jean	14,1	12,4	11,3	10,9
Fredericton	11,1	11,5	10,8	10,6
Nord-Ouest	12,5	11,7	11,8	12,7
Région métropolitaine de Saint-Jean	13,6	12,6	10,9	10,3
Nouveau-Brunswick	14,3	13,1	12,0	12,5

Source : Enquête sur la population active de Statistique Canada.

POPULATION

On estime que la population du Nouveau-Brunswick se chiffrait à 718 500 personnes en juin 1989. Cette croissance de 0,6 % (comparativement à 0,3 % en 1988) est attribuable à une fluctuation des migrations nettes. Au cours de l'année se terminant le 1er juin 1989, le nombre de personnes qui se sont établies dans la province équivalait au nombre de celles qui l'ont quittée, contrairement à l'année précédente au cours de laquelle on a enregistré une perte nette de 2 400 personnes. La croissance naturelle de la population (les naissances moins les décès) a ralenti en raison d'une diminution du nombre des naissances. L'âge moyen de la population a augmenté en 1989, pour se chiffrer à 32,8 ans, ce qui est toujours inférieur à la moyenne nationale de 33,6 ans.



La proportion des moins de 25 ans, qui s'établissait à 38 % de la population en 1989, était toujours en baisse. La croissance de la proportion des personnes âgées de 25 à 44 ans a continué à se maintenir; celle-ci se chiffrait à 32,3 % de la population de la province. Les groupes de personnes âgées de 45 à 64 ans et de plus de 65 ans ont aussi augmenté en nombre par rapport à l'ensemble de la population.

PERSPECTIVES POUR 1990

En 1990, on prévoit un affaiblissement de la croissance économique du Nouveau-Brunswick, parallèlement au ralentissement économique que connaîtront les grands pays industrialisés. Le déclin des activités dans les industries exportatrices de la province aura des effets sur l'emploi, le revenu et les dépenses personnelles.

On s'attend à ce que le produit intérieur brut réel de la province marque une hausse de 1,8 %, en 1990. Presque toutes les industries subiront un ralentissement; cependant, les secteurs des mines et des services aux entreprises et aux particuliers devraient afficher les meilleurs rendements. Les investissements devraient excéder les niveaux records atteints en 1989, grâce surtout au grand projet de construction de la centrale électrique de Belledune.

On prévoit que le produit intérieur brut nominal augmentera de 6,6 % en 1990, surtout à cause d'une hausse du revenu du travail, des bénéfices des sociétés avant impôts et des revenus d'intérêts et de placements. Le revenu personnel devrait augmenter de 6,6 % en 1990; on estime que les salaires et les paiements de transfert aux particuliers connaîtront des hausses respectives de 7,1 et 5,8 %.

On prévoit que les dépenses personnelles de consommation augmenteront de 6,1 % en 1990, c'est-à-dire de 1,3 % après redressement tenant compte de l'inflation. L'indice des prix à la consommation du Nouveau-Brunswick est appelé à augmenter de 4,7 % en 1990 alors que les dépenses publiques courantes devraient progresser de 5,8 %.

On s'attend à une croissance de 1,4 % du niveau de l'emploi en 1990. Le taux de chômage devrait passer de 12,5 % qu'il était en 1989, à 12,7 %.

La vigueur de l'économie des États de la Nouvelle-Angleterre[1] et de l'est des États-Unis[2] est cruciale pour les industries exportatrices de la province. Au cours de l'année, la croissance économique de ces régions devrait être inférieure à celle de l'ensemble des États-Unis, à cause des coupures dans les budgets de défense et des tendances fluctuantes dans les secteurs de la haute technologie et de l'informatique. Même si on prévoit que les taux de chômage de ces régions vont s'accroître, il ne dépasseront pas la moyenne nationale. Par ailleurs, l'augmentation des salaires, supérieure à celle qui a été enregistrée à l'échelle nationale, contribue à amenuiser la capacité concurrentielle de ces régions. Parallèlement à un ralentissement des investissements aux États-Unis, les emplois dans le secteur de la fabrication devraient connaître une baisse, ce qui aura un effet négatif sur la demande des consommateurs et sur l'emploi dans le secteur des services.

---

1 Connecticut, Maine, Massachusetts, New Hampshire, Rhode Island et Vermont.

2 New Jersey, New York et Pennsylvanie.

TAUX DE CROISSANCE DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES CLÉS

NOUVEAU-BRUNSWICK, DE 1986 À 1990

	1986	1987	1988	1989	1990[1]
	(en pourcentage, à moins d'indication contraire)				
Comptes économiques					
Produit intérieur brut (au coût des facteurs)	9,7	8,8	7,1	7,2	6,6
PIB (réel)	2,3	4,3	3,5	3,0	1,8
Dépenses personnelles	8,0	6,8	7,2	7,6	6,1
Dépenses publiques	4,9	1,5	8,0	6,1	5,8
Formation de capital	2,6	4,8	13,7	24,1	3,0
Revenus					
Revenu personnel	7,3	8,2	7,8	7,2	6,6
Revenu du travail	6,7	8,3	7,7	7,9	7,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	27,2	30,8	0,5	0,9	5,0
Population et marché du travail					
Population totale[2]	0,1	0,3	0,3	0,6	0,7
Population, 15 ans et plus	0,6	0,8	0,7	1,1	1,3
Population active	2.0	2,0	1,9	2,2	1,5
Emploi	2,7	3,8	2,9	1,4	1,4
Taux de chômage (%)	14,3	13,1	12,0	12,5	12,7
Taux d'activité (%)	57,4	58,2	58,8	59,5	59,7
Autres					
IPC (Nouveau-Brunswick)	3,5	2,8	3,6	4,7	4,7
Commerce de détail	9,8	9,0	8,6	5,1	5,0

[1] Projections
[2] Au 1er juin

SECTEURS D'ACTIVITÉ

AGRICULTURE

Les recettes agricoles en espèces ont augmenté de 5,9 %, pour atteindre 267,3 millions de dollars en 1989. Cette belle performance est attribuable à une augmentation de 23,1 % des revenus des récoltes (42,7 % des recettes totales), et à une baisse de 2,5 % des revenus du bétail et des produits connexes (53,5 % des recettes). Agriculture Canada estime que les revenus réalisés nets ont augmenté de 10,6 % en 1989.

Les recettes totales des récoltes ont connu une hausse en grande partie attribuable à la bonne performance du secteur de la pomme de terre. Malgré la baisse du rendement et de la production, les prix des pommes de terre sont demeurés élevés pour une deuxième année de suite et les récoltes étaient de bonne qualité. La production de pommes de terre a chuté de 12 194 000 sacs de cent livres en 1988, à 11 472 000 sacs en 1989, mais les recettes des récoltes de pommes de terre ont augmenté de 40 % par rapport à 1988.

La baisse de 2,5 % des recettes du bétail et des produits connexes était principalement attribuable à une diminution de 20,1 % des recettes des bovins et de 1,7 % de ceux de la volaille. Les recettes du porc, des produits laitiers et des oeufs ont augmenté de 6,5 %, 1,7 % et 9,6 % respectivement. Même si les recettes du porc ont marqué une progression, les

conditions du marché demeurent instables et sont caractérisées par les bas prix et les coûts élevés des provendes.

En octobre 1989, les gouvernements fédéral et provincial ont signé une entente quinquennale d'une valeur de 32 millions de dollars en vue de venir en aide à l'industrie agro-alimentaire de la province. Cet accord comprend cinq grands programmes axés sur le développement des marchés et le commerce, les innovations technologiques, la gestion et la conservation des terres ainsi que le développement des communications, de l'entrepreneuriat et de l'organisation. En outre, les deux paliers de gouvernement ont conclu en août un accord conjoint d'une valeur de 2,4 millions de dollars sur la conservation des sols. Ce programme est axé sur la conscientisation au phénomène de l'érosion des sols, et il prévoit des mesures incitatives à l'intention des agriculteurs pour qu'ils aient recours à des techniques d'amélioration et de gestion des terres.

On s'attend à ce que l'industrie agricole du Nouveau-Brunswick connaisse un ralentissement en 1990; les recettes en espèces devraient diminuer de 3,4 %, surtout à cause de la baisse prévue des revenus des récoltes. Les revenus réalisés nets pourraient connaître une baisse et passer d'environ 61,5 millions de dollars en 1989, à près de 52 millions de dollars en 1990.

PÊCHES

Victime de la rareté des stocks de certaines espèces (le crabe et les poissons de fond) et des bas prix d'autres espèces (le homard, le hareng et la crevette), l'industrie des pêches du Nouveau-Brunswick a connu une période difficile en 1989. En raison du grand nombre de crabes de petite taille et des faibles débarquements, la saison de pêche au crabe a été interrompue quatre semaines plus tôt que prévu au cours du printemps de 1989. Les données préliminaires de 1989 indiquent que les débarquements de crabe sont passés de 16,3 millions de livres en 1988, à 9,2 millions de livres en 1989. Les prix ont aussi chuté par rapport à 1988; les transformateurs ont consenti environ 1,30 $ la livre, comparativement à un prix maximum de 2 $ la livre au printemps de 1988.

Contrairement à l'industrie du crabe, la saison du homard s'est révélée satisfaisante au printemps 1989. Les pêcheurs de la province ont pris 4 179 tonnes métriques de homard, comparativement à 3 391 tonnes au cours des six premiers mois de 1988. Toutefois, la saison automnale du homard a été décevante dans le sud-est de la province. Même si on signalait de bons débarquements, les prix ont chuté de façon dramatique à cause de la faiblesse des marchés américains et étrangers provoquée par un surplus de stocks printaniers, qui a forcé les industries de transformation à limiter leurs achats automnaux. La saison hivernale du homard dans la baie de Fundy a donné lieu à de bons débarquements. Les prix, faibles au départ, se sont redressés en décembre.

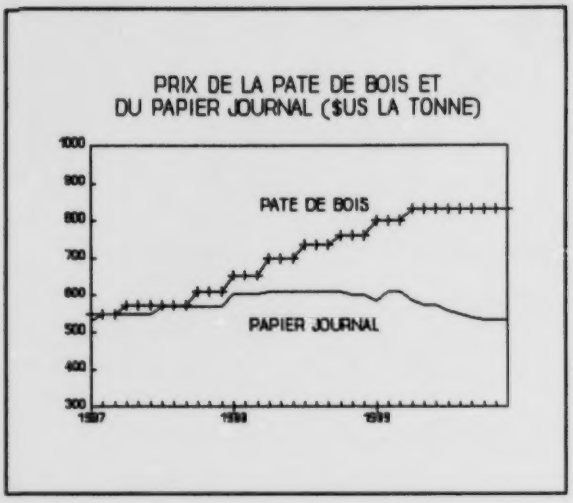
Par suite de la pénurie des stocks et de la petite taille des captures, le secteur des poissons de fond a connu une piètre année. Les prix sont demeurés modestes. Les prix du hareng et de la crevette étaient aussi médiocres en raison de la faiblesse des marchés au Japon (pour le hareng) et de l'intensification de la concurrence (pour la crevette). Par contre, le secteur des pétoncles a connu une bonne année sur les plans des débarquements et des prix.

Au cours des quelques dernières années, l'industrie de l'aquaculture de la province a connu une croissance rapide et a atteint un chiffre de vente se situant entre et 40 et 45 millions de dollars en 1989. Ces résultats se comparent avantageusement aux débarquements traditionnels de poisson qui se sont chiffrés à 114 millions de dollars en 1988. On compte actuellement 46 installations d'élevage du saumon qui emploient entre 350 et 500 personnes dans la baie de Fundy. On s'attend à ce que la demande se maintienne; cependant, on a noté une intensification de la concurrence internationale l'année dernière, laquelle a entraîné une baisse des prix par rapport à l'année précédente.

On s'attend à ce que les secteurs du crabe et du homard continuent d'éprouver des difficultés en 1990. Qui plus est, une loi récemment adoptée aux États-Unis limite la taille du homard frais vendu au pays.

INDUSTRIE FORESTIÈRE

La demande de produits de la forêt du Nouveau-Brunswick a continué de progresser en 1989; la valeur des livraisons de papier et de produits connexes s'est accrue de 3,5 %. Les livraisons de bois ont augmenté de 5,8 %, malgré la baisse des mises en chantier au Canada et aux États-Unis. La production de billes à pâte de bois a augmenté de 11 %.



Au cours de la dernière année, le prix du papier journal a continué de fléchir sur les marchés mondiaux, tandis que les prix de la pâte se sont stabilisés à des niveaux records. En 1990, le prix du papier journal devrait rester faible à cause de l'augmentation de la capacité de production mondiale et de la stagnation de la demande.

En ce qui concerne le prix de la pâte, aucune hausse n'est prévue avant au moins le second semestre, étant donné que l'équilibre entre l'offre et la demande de la plupart des catégories continuera vraisemblablement à soutenir la structure actuelle des prix.

Les prix des produits de papier glacé et mat ont aussi montré des signes de fléchissement au cours de l'année dernière (depuis juin); la plupart des catégories étaient vendues à rabais. On s'attend à ce que la demande reste forte en 1990, mais les prix pourraient chuter légèrement au fur et à mesure de l'intensification de la concurrence entre les producteurs.

Au cours de l'année, l'industrie des pâtes et papiers du Nouveau-Brunswick a mis en oeuvre ou achevé plusieurs grands projets d'immobilisation qui accroîtront la capacité de production de la province. La compagnie Repap a achevé en novembre l'installation de sa seconde machine à papier glacé, d'une valeur de 370 millions de dollars, laquelle a commencé à produire du papier glacé fin aux deux tiers de sa capacité en décembre. Lorsqu'elle fonctionnera à plein régime, la machine produira de 230 000 à 260 000 tonnes de papier glacé en rouleaux et en feuilles par année et elle fournira 150 emplois directs à plein temps à l'économie locale. La production de la première machine a progressé graduellement depuis le début de 1989; elle devrait bientôt atteindre sa pleine capacité.

Repap a en outre investi 64 millions de dollars dans la construction d'une nouvelle chaudière de récupération à son usine de pâte à papier kraft; les travaux devraient se terminer en août 1990. La compagnie a aussi consacré 63 millions de dollars à une mini-usine expérimentale pour la production de pâte à l'aide d'alcool éthylique qui a commencé ses opérations trois ou quatre mois avant la date prévue. Les résultats ont été encourageants et la compagnie envisage d'augmenter la capacité de l'usine de 33 à 250 tonnes par jour.

La compagnie Irving Tissue a terminé l'agrandissement de son usine de Saint-Jean au cours du dernier trimestre de 1989, et sa nouvelle machine à papier destiné à la fabrication de papier hygiénique et ménager a commencé à fonctionner en décembre. Par suite de cet investissement, la capacité de production de l'usine est passée de 15 000 à 70 000 tonnes par année. On prévoit en outre que le groupe Irving ouvrira bientôt sa nouvelle usine de fabrication de papier hygiénique et ménager d'une superficie de 140 000 pieds carrés à Dieppe. Ce projet, qui comprend l'usine ainsi qu'un immeuble à bureaux, représente un investissement de 40 millions de dollars. Lorsqu'elle sera en état de fonctionnement, l'usine emploiera 45 travailleurs et fabriquera des produits de papier hygiénique et ménager, finis et emballés, qui seront destinés au marché de l'est du Canada.

La mise en opération, au cours du dernier trimestre de 1989, de l'usine de production de tubes de cigarettes de la compagnie EFKA, à Woodstock, a aussi contribué à soutenir l'industrie du papier de la province. L'usine de Woodstock emploie 78 travailleurs à plein temps et elle devrait permettre l'injection de 1,6 million de dollars en salaires annuellement dans l'économie locale.

L'industrie du bois d'oeuvre a réduit considérablement sa production l'année dernière comparativement à 1988. La production du bois de sciage entre janvier et novembre a chuté de 18,3 % par rapport à la même période en 1988; ce ralentissement s'explique par la diminution des mises en chantier au Canada et dans les États américains du Nord-Est.

Malgré la réduction de la demande de bois d'oeuvre, l'industrie a accru sa capacité. Le groupe Irving a ouvert sa nouvelle scierie automatisée à Saint-Léonard au cours du printemps dernier. L'usine emploie 130 personnes et produit 400 000 pieds de bois d'oeuvre par jour.

D'autres projets d'immobilisation ont été mis en oeuvre dans l'industrie du bois en 1989. Une entreprise est en train de construire une nouvelle usine de fabrication de palettes d'aggloméré de 28 millions de dollars à Grand-Sault; celle-ci doit être mise en opération au cours du deuxième trimestre de 1990. À St. Stephen, Flakeboard Ltd. a annoncé un projet d'agrandissement d'une valeur de 17,5 millions de dollars qui lui permettra de fabriquer un nouveau genre de panneaux rigides servant à la production de meubles prêts à assembler.

La province et le gouvernement fédéral ont signé, le 15 décembre, un accord prévoyant un nouveau plan quinquennal de développement forestier. Cette entente, d'une valeur de 91 millions de dollars, est axée sur les travaux de sylviculture qui visent à protéger et à améliorer les approvisionnements en résineux nécessaires à l'industrie forestière néo-brunswickoise, et à favoriser les travaux de recherche et de développement dans plusieurs secteurs clés de la gestion de la forêt.

En 1990, on prévoit un ralentissement de la croissance de l'industrie du bois en raison de la stagnation des mises en chantier au Canada et dans les États américains du Nord-Est, vers lesquels sont acheminées près de 80 % des exportations de bois d'oeuvre de la province vers l'étranger.

FABRICATION

Mis à part le secteur des métaux oeuvrés, la plupart des industries de fabrication de la province ont connu une bonne année en 1989. La valeur des livraisons du secteur de la fabrication s'est accrue de 5,5 % par rapport à 1988. Les industries suivantes ont enregistré des augmentations : la

transformation d'aliments (1,8 %), les produits du bois (5,8 %), les meubles et les accessoires (13,7 %) et l'industrie du papier et des produits connexes (3,5 %). Les livraisons de l'industrie des métaux oeuvrés ont, par contre, connu une baisse de 7,2 %.

Dans le secteur des industries diverses, les livraisons ont augmenté de 9,2 % et elles ont représenté 42,4 % de l'ensemble des livraisons en 1989. Ce groupe est composé de diverses industries dont les statistiques individuelles sont confidentielles. Parmi celles-ci, on note certains gros producteurs tels la raffinerie Irving Oil, le chantier naval de Saint-Jean et la fonderie de plomb de la Brunswick Mining and Smelting. Ce groupe comprend aussi les industries suivantes : les boissons, le vêtement, l'impression et l'édition, les minéraux non métalliques et divers autres fabricants.

Malgré la croissance des livraisons, le nombre d'emplois dans le secteur de la fabrication a diminué, passant de 39 000 en 1988 à 37 000 en 1989; les pertes d'emplois ont été les plus nombreuses dans les secteurs des aliments et des boissons ainsi que dans les industries des produits du bois, de l'impression et de l'édition.

Au cours de la dernière année, on a annoncé et mis en oeuvre d'importants projets d'immobilisation, outre ceux qui touchent les industries du bois, du papier et des produits connexes. Dans le secteur de la transformation alimentaire, Ganong Bros. a annoncé qu'elle ajoutera une nouvelle usine de 12 millions de dollars à ses installations de production de friandises à St. Stephen. Une nouvelle usine de fabrication de fromage, d'une valeur de 2 millions de dollars, a ouvert ses portes à Sussex; le projet de modernisation de 14,1 millions de dollars de Sucre Lantic a été achevé en octobre. Dans le comté de Madawaska, Elmira Poultry Inc. a annoncé la construction d'une usine de transformation de la volaille à Saint-François, laquelle devrait être terminée au cours du second semestre de 1990.

En outre, la compagnie McCain reconstruira, au cours de la première moitié de 1990, ses installations de Florenceville qui ont été endommagées par un incendie. Bien qu'une partie des opérations ait été déplacée à Grand-Sault, la valeur des livraisons de l'industrie alimentaire de la province en ressentira vraisemblablement les effets jusqu'à ce que la production reprenne normalement à Florenceville.

Dans le secteur des boissons, Dumont Vins et Spiritueux a ouvert une usine d'embouteillage de 1,4 million de dollars à Moncton; Moosehead et Labatt ont annoncé des projets de modernisation de leurs installations de Saint-Jean, lesquels représentent des investissements totaux de 4 millions de dollars.

Dans le secteur des métaux oeuvrés, l'usine de fabrication de palettes d'acier d'Ampal à Saint-Jean est presque terminée. Ce projet, d'une valeur de 14,6 millions de dollars, procurera de l'emploi à 140 travailleurs une fois qu'il sera opérationnel. Dans l'industrie de la machinerie, l'usine de Thomas Equipment Ltd., de Centreville, a accru sa capacité de production. L'agrandissement des installations et l'achat de nouvelles machines auront coûté cinq millions de dollars au moment de l'achèvement des travaux, en février 1990. Le nombre d'employés de l'usine passera de 200 à 300. Dans le secteur des produits électriques, l'usine de Square D à Edmundston, qui fabrique des disjoncteurs électriques, fermera ses portes en mars 1990, entraînant la perte de 156 emplois.

La croissance de la production de l'industrie du matériel de transport bénéficie du programme de construction des frégates de patrouille. En plus de construire trois des six premières frégates, le chantier naval de Saint-Jean assurera la production des six frégates prévues par le deuxième contrat qui représente des investissements de 2,7 milliards de dollars. On prévoit que l'ensemble de ce projet sera terminé en 1996.

Dans le secteur du textile, Wink Industries Ltd. de Montréal, a annoncé un projet d'investissement d'une valeur de 23 millions de dollars dans la région de Caraquet. Celui-ci vise la fabrication de draps pleine largeur en polycoton qui seront destinés à l'usine montréalaise de la compagnie. L'usine ouvrira ses portes en juin 1990 et créera 160 emplois à plein temps. Ces

emplois constituent une nouvelle encourageante pour la Péninsule acadienne, mais ils ne compenseront que partiellement la perte des emplois occasionnée par la fermeture des usines de transformation du poisson survenue à l'automne 1989. La région a en effet perdu de 400 à 650 emplois saisonniers dans l'industrie de la transformation du poisson lorsque Connors Brothers et L.L. Gauthier et Fils, toutes deux de Shippagan, et Bay Chaleur Packers, de Bas-Caraquet, ont annoncé la fermeture de leurs usines en octobre 1989.

L'industrie des produits miniers non métalliques bénéficiera d'une capacité accrue grâce à la construction d'une usine de panneaux de placoplâtre de 40 millions de dollars à McAdam. On prévoit que l'usine sera mise en service en juin 1990 et qu'elle emploiera 90 travailleurs. Le gypse utilisé par l'usine proviendra de la région de Hillsborough. Toutefois, la fermeture de l'usine de briques L.E. Shaw de Chipman atténuera partiellement l'augmentation de la capacité de production de ce secteur. Dans les périodes de grande activité, cette usine employait jusqu'à 50 travailleurs.

MINES

La demande et les prix de la plupart des minéraux sur les marchés mondiaux ont été vigoureux, ce qui a permis à l'industrie minière du Nouveau-Brunswick d'accentuer sa diversification. Bien qu'on ait assisté à un certain fléchissement vers la fin de l'année à cause de la demande chancelante de la part des secteurs de l'automobile et de la fabrication de machines, l'ouverture de nouvelles mines et la remise en valeur de plusieurs installations existantes constituent des signes encourageants pour l'industrie de la province. Les prix élevés de la plupart des minéraux ayant compensé pour la chute de la demande, la valeur estimative totale de la production minière en 1989 se chiffrait à 909,5 millions de dollars, ce qui représentait une légère diminution par rapport au niveau de 910,8 millions de dollars atteint en 1988; par ailleurs, le volume de la production était le deuxième en importance de tous les temps. La valeur des minéraux métalliques, qui représentait 70,3 % de la valeur totale, a augmenté de 5,9 %, pour se chiffrer à 639,5 millions de dollars. La valeur des livraisons de zinc et de cuivre s'est accrue, tandis que celle de la production de plomb et d'argent a diminué. Le volume de production des minéraux non métalliques a chuté de 14,4 % et représentait 21,3 % de la valeur totale des livraisons. La valeur de la production des carburants a augmenté légèrement (0,8 %), tandis que celle des matériaux de résistance a connu une baisse de 9,3 %.

La mine de métaux communs de la Brunswick Mining and Smelting a connu certains problèmes au cours du deuxième semestre du fait qu'on a dû réduire la production et l'approvisionnement de concentré à la fonderie afin de procéder au déplacement prévu des opérations vers un nouveau puits. Brunswick a annoncé que la fonderie de plomb et l'usine d'engrais de Belledune fermeraient leurs portes pendant trois semaines au début de 1990 afin d'augmenter les réserves de concentré, ce qui provoquera la mise à pied temporaire de 370 travailleurs. Brunswick, qui est actuellement le plus grand producteur privé de zinc au monde, a récemment entrepris l'exploration d'un lieu prometteur situé à proximité de sa mine actuelle. La réouverture de la mine de métaux communs Heath Steele, en août, a permis de réembaucher 245 employés chargés d'extraire un nouveau dépôt découvert depuis la fermeture en 1983. La mine de 20 millions de dollars renferme des réserves d'une durée de cinq ans.

East West Caribou Mining Ltd. a officiellement ouvert en juin sa mine de métaux communs de 50 millions de dollars, mais elle a éprouvé des difficultés financières qui ont provoqué l'interruption de la production souterraine en août. Elle a par la suite terminé, en janvier 1990, un nouveau plan de mise en valeur de 25 millions de dollars qui comprend l'élargissement du puits.

Marshall Minerals a manifesté son intention de mettre en valeur une mine de métaux communs et précieux à ciel ouvert près des installations de la Caribou. Stratabound Minerals prévoit effectuer la mise en valeur d'une mine de plomb-zinc-argent près de Bathurst.

Novagold Resources a entrepris en septembre la production d'or et d'argent à sa mine à ciel ouvert de Murray Brook; elle emploie 30 personnes et compte sur des réserves d'une durée approximative de cinq ans. Novagold effectuera aussi une étude de faisabilité de la production d'étain et d'autres matières à l'ancienne mine de tungstène de Mount Pleasant.

La Dominion Explorers a cessé de produire de l'antimoine à sa mine de Lake George en janvier 1990, par la suite d'une chute brutale de la demande et des prix du produit. La production d'or aux installations de lixiviation de Gordex a cessé en août, en raison de la pénurie de minerai de bonne qualité et du fléchissement des prix de l'or.

La production de potasse a presque atteint sa pleine capacité aux deux mines du comté de Kings, malgré des relations de travail difficiles. On prévoit que la consommation mondiale de potasse augmentera de 2 % par année jusqu'à la fin du siècle, parallèlement à l'utilisation accrue de ce produit en Asie et en Amérique latine par suite de l'adoption de techniques agricoles plus perfectionnées. Le secteur des mines de charbon s'est réjoui d'apprendre que la Commission de l'énergie électrique du

Nouveau-Brunswick prévoyait consacrer 6 millions de dollars à une étude de faisabilité de la mise en valeur des dépôts de charbon du comté de Kent. Énergie N.-B. investira en outre 19 millions de dollars afin de moderniser les installations actuelles dans la région de Minto. Les dépôts de schiste bitumineux du Nouveau-Brunswick font l'objet d'études en vue de déterminer la possibilité de les mettre en valeur dans le contexte de l'industrie de l'asphaltage.

Les perspectives de l'industrie minière du Nouveau-Brunswick continuent d'être encourageantes en raison de la diversification de la production de minéraux. La production totale devrait augmenter, compte tenu de l'accroissement de la production des mines de Brunswick, Heath Steele, Caribou et Novagold. La faiblesse des stocks de la plupart des métaux communs devrait assurer le maintien des prix à leur niveau actuel, à moins qu'il ne se produise de graves ralentissements dans les secteurs de l'automobile et de la fabrication de machines et de matériel.

CONSTRUCTION

Le secteur de la construction a été dynamique en 1989 au Nouveau-Brunswick; en effet, tous les domaines d'activité ont fait part de leur intention d'accroître leurs investissements. L'enquête semestrielle de Statistique Canada sur les investissements privés et publics prévoyait que les investissements en immobilisations augmenteraient de 24,1 % par rapport à 1988, pour atteindre un niveau record de

3 005,6 millions de dollars. Il s'agit de la plus forte augmentation des investissements parmi les provinces canadiennes en 1989, dépassant de loin la croissance de 11,1 % enregistrée dans l'ensemble du pays. On prévoyait que les dépenses de réparation des installations existantes augmenteraient de 5,8 % pour s'établir à 818,3 millions de dollars. Au total, on évaluait la hausse des investissements en immobilisations et des dépenses de réparation à 19,6 %, ce qui donnerait un total de 3 823,9 millions de dollars.

Selon les estimations, la valeur des travaux de construction a augmenté de 15,8 %, pour se chiffrer à 2 034,8 millions, tandis que les investissements en machines et matériel ont progressé de 24,3 %, pour s'établir à 1 789,1 millions de dollars.

On prévoyait que les investissements en immobilisations du secteur commercial augmenteraient de 37,7 % par rapport à 1988, grâce à la vigueur des industries de fabrication (55,9 %), des services publics (33,7 %) et des industries primaires (29,2 %). Les dépenses en immobilisations des établissements gouvernementaux et des ministères ont augmenté de 16,1 %, et les investissements dans le secteur résidentiel ont marqué une progression d'environ 5 %.

Le nombre de mises en chantier a augmenté de 60 en 1989, pour se chiffrer à 3 681. La valeur des permis de construction résidentielle délivrés par les municipalités pendant la période allant de janvier à novembre a augmenté de 7,4 %, et celle des

allant de janvier à novembre a augmenté de 7,4 %, et celle des permis de construction non résidentielle a marqué une progression de 34 %. Dans l'ensemble, la valeur des permis de construction a augmenté de 20,2 % par rapport à 1988. L'industrie de la construction du Nouveau-Brunswick a employé en moyenne 18 000 travailleurs en 1989, soit une augmentation de 1 000 personnes comparativement à 1988.

En 1990, on prévoit que les investissements en immobilisations seront légèrement supérieurs à la valeur atteinte en 1989. Tandis que se termine le plus grand projet de la province, l'usine de papier glacé de la compagnie Repap, les débuts des travaux à la centrale thermique de 450 mégawatts d'Énergie N.-B. permettront aux investissements de se maintenir à la hausse au cours des prochaines années. Les revues consacrées aux secteurs de l'industrie forestière, des mines, de l'industrie de fabrication et des services donnent des détails sur bon nombre des grands projets de construction prévus ou actuellement en cours dans la province.

SERVICES

Le niveau de l'emploi dans l'industrie des services, qui fournissait environ 74 % de tous les emplois au Nouveau-Brunswick en 1989, a augmenté de 4 000 pour atteindre 211 000. Ainsi, la croissance de l'emploi dans le secteur des services a atteint 2 % pour une deuxième année de suite. Les salaires ont connu une hausse de 7,9 % au cours des onze premiers mois de 1989, comparativement à 8,5 % dans le secteur de la production.

Transports, communications et autres services publics

En moyenne, le niveau de l'emploi dans ce secteur s'est chiffré à 25 000 en 1989, soit au même niveau qu'en 1988. Les salaires ont augmenté de 8,4 % au cours des onze premiers mois de 1989.

Le volume des marchandises manutentionnées au port de Saint-Jean a diminué de 1,4 %; alors qu'une forte baisse des marchandises en partance a annulé une hausse importante des arrivages.

En ce qui concerne les communications, le nombre de téléphones en service au Nouveau-Brunswick a augmenté de 4,1 % en 1989, et le nombre des appels interurbains effectués à partir de la province s'est accru de 12 %. NBTel a réservé une somme approximative de 91 millions de dollars sous forme de dépenses en

immobilisations destinées à ses usines et à son matériel; on prévoit que ces dépenses se chiffreront à 106 millions de dollars en 1990.

Les ventes d'électricité à l'intérieur de la province ont augmenté de 4,9 % en 1989. Les ventes d'électricité au secteur industriel sont restées au niveau atteint l'année dernière, et la consommation d'électricité du secteur résidentiel a augmenté de 4 % à la suite de la venue de 5 000 nouveaux abonnés et de 2 000 conversions au chauffage électrique. On prévoit qu'Énergie N.-B. consacrera 186 millions de dollars à des projets d'immobilisation au cours de l'année financière 1989-1990.

Dans le secteur des transports, près de 210 travailleurs de Moncton ont été mis à pied ou ont bénéficié de la sécurité d'emploi à la suite de l'abandon de plusieurs trajets de Via Rail à la mi-janvier 1990. Des transferts de personnel ont provoqué la fermeture du bureau régional de Moncton.

Commerce de détail et de gros

En 1989, le nombre d'emplois s'est accru de 1 000 dans le secteur du commerce; celui-ci se chiffre maintenant à 54 000 et il représente 26,6 % des emplois dans le secteur des services. La rémunération de ces travailleurs s'est accrue de 8,9 % au cours des onze premiers mois de 1989. Reflétant un ralentissement de la croissance du revenu personnel, la valeur totale des ventes au détail a augmenté de 5,1 % en 1989, ce qui

représente un fléchissement par rapport à la hausse de 8,6 % enregistrée en 1988.

En ce qui concerne les ventes au détail, la croissance la plus forte au cours de 1989 a été enregistrée par les garagistes, les vendeurs de matériel et d'accessoires sportifs ainsi que par les vendeurs de vêtements pour la famille (qui ont enregistré des hausses respectives de 67,4 %, 27,1 % et 21,5 %). Le groupe le plus important de ce secteur, celui des vendeurs de voitures, a enregistré une augmentation de 5,4 % des recettes et réalisé 33,5 % de toutes les ventes.

Les investissements en immobilisations dans le secteur de la vente au détail ont été vigoureux en 1989 grâce au maintien des programmes de mise en valeur des centres-villes de plusieurs municipalités. Plusieurs nouveaux centres commerciaux ont été mis en chantier, et d'autres ont fait l'objet d'agrandissements ou de rénovations. L'agrandissement du Regent Mall de Fredericton, au coût de 20 millions de dollars, assurera la vigueur des activités à ce chapitre en 1990.

Finances, assurances et immobilier

Le niveau de l'emploi dans ce secteur s'est établi à 12 000 en 1989. Au cours des onze premiers mois de l'année, la rémunération s'est accrue de 7,1 %. La fermeté des investissements a été soutenue en 1989 par la construction ou l'approbation de plusieurs grands complexes de bureaux et de commerces à Fredericton et à Moncton.

Services socio-culturels, commerciaux et personnels

Ce secteur comprend des activités non commerciales comme les soins de santé, le bien-être social et l'enseignement; il englobe aussi différentes activités commerciales telles que les services aux entreprises, les services personnels, les divertissements, les installations de loisirs ainsi que les établissements d'hébergement et de restauration. Le niveau de l'emploi dans ce secteur a augmenté de 3 000 en 1989. Les recettes des restaurateurs, des traiteurs et des taverniers se sont accrues de 9,3 % en 1989.

Plusieurs projets d'investissement sont actuellement en cours dans les services non commerciaux, notamment la construction de nouveaux hôpitaux à Campbellton (99 millions de dollars), à Edmundston (75 millions de dollars) et à Tracadie (30 millions de dollars), sans compter les travaux d'agrandissement de l'hôpital de Moncton (136 millions de dollars) et la rénovation de l'hôpital D^{r} G.L. Dumont (42 millions de dollars), également situé à Moncton.

Dans le secteur des services aux entreprises, Datacor Atlantic, de Moncton, a annoncé un projet d'agrandissement de 10,4 millions de dollars qui permettra à la compagnie d'accroître sa capacité de service informatique en faisant l'acquisition de matériel hautement perfectionné.

En ce qui concerne le secteur de l'hébergement, on a entrepris la construction de l'hôtel Sheraton à Fredericton (25 millions de dollars); plusieurs autres établissements ont annoncé des projets d'agrandissement ou de rénovation. L'un des principaux projets dans le domaine des loisirs, le centre de divertissement Palais Crystal, construit au coût de 26,2 millions de dollars, a ouvert ses portes à Dieppe en février 1990.

Tourisme

On estime que les dépenses des voyageurs résidents et non résidents au Nouveau-Brunswick se sont chiffrées à 520 millions de dollars en 1989, ce qui représente une augmentation de 6,1 % par rapport à 1988. Le nombre de travailleurs oeuvrant dans les secteurs liés directement ou indirectement à l'industrie touristique a atteint environ 20 000 années-personnes. Le nombre de nuitées dans les établissements d'hébergement s'est établi à environ 1,74 million, ce qui représente une augmentation de 7,4 % par rapport à 1988.

CONCLUSION

Malgré la vigueur exceptionnelle des investissements en immobilisations, l'économie néo-brunswickoise laissait paraître des signes d'essoufflement en 1989. Même si l'augmentation du PIB réel a été légèrement inférieure à celle de l'année précédente, on a noté un ralentissement de la croissance dans les secteurs de la fabrication, des mines et du commerce. La croissance de l'emploi a ralenti au cours du deuxième semestre, parallèlement à l'augmentation du taux de chômage. L'inflation mesurée selon l'indice provincial des prix à la consommation a grimpé en flèche, tout en demeurant inférieure au taux national pour la quatrième année de suite.

Compte tenu du fléchissement de l'économie du Canada, des États-Unis et de ses autres principaux partenaires commerciaux, le Nouveau-Brunswick devrait connaître un ralentissement de ses industries exportatrices, en particulier dans les secteurs de la fabrication et de l'exploitation forestière. On prévoit que les investissements dépasseront ceux de 1989. La production dans le secteur minier devrait s'améliorer à mesure que les nouvelles mines atteignent leur capacité de production. L'industrie des pêches continuera de connaître des difficultés attribuables à la pauvreté des stocks de certaines espèces et aux bas prix d'autres ressources. Le taux de croissance du niveau de l'emploi devrait être comparable à celui de 1989, mais on pourrait connaître une nouvelle hausse du taux de chômage. On prévoit que l'augmentation de l'indice des prix à la consommation sera égale à celle enregistrée en 1989.

Série annuelle

Tableau		Page
1	POPULATION	57
2	POPULATION SELON LE GROUPE D'ÂGES	57
3	STATISTIQUE DE L'ÉTAT CIVIL	58
4	REVENU PERSONNEL PAR HABITANT	59
5	COMPOSANTES DU REVENU PERSONNEL	59
6	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS, NOUVEAU-BRUNSWICK ET CANADA	60
7	REVENU PROVINCIAL ET PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL	61
8	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS	62
9	DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE	63
10	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE	64
11	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE, EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981	65
12	INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS	66
13	RÉMUNÉRATION HEBDOMADAIRE MOYENNE, PAR ACTIVITÉ	67
14	STATISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE	68
15	EMPLOI SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ ET SELON LA PROFESSION	69
16	EMPLOI DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	70
17	COMPOSANTES DU REVENU DES AGRICULTEURS	70
18	RECETTES MONÉTAIRES PROVENANT DES OPÉRATIONS AGRICOLES	71
19	STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE	72
20	ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION FORESTIÈRE TOTALE	72

Tableau | Page

21 STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE....73

22 VALEUR DES POISSONS DE MER DÉBARQUÉS (ESPÈCES PRINCIPALES)....74

23 PRODUCTION MINÉRALE-QUANTITÉ....75

24 STATISTIQUE PRINCIPALE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE....75

25 PRODUCTION MINÉRALE - VALEUR....76

26 STATISTIQUE PRINCIPALE DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES....77

27 LIVRAISONS DE PRODUITS DE FABRICATION, INDUSTRIES PRINCIPALES....78

28 LOGEMENTS MIS EN CHANTIER ET PARACHEVÉS....79

29 TRAVAUX DE CONSTRUCTION....79

30 VALEUR DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SELON LE GENRE DE CONSTRUCTION....80

31 COMMERCE DE DÉTAIL....81

32 COMMERCE DE DÉTAIL SELON LE GENRE DE COMMERCE....82

33 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION....83

34 RECETTES DE L'HÉBERGEMENT ET DE LA RESTAURATION....84

35 NOMBRE DE VÉHICULES AUTOMOBILES IMMATRICULÉS....85

36 DISPONIBILITÉ ET ÉCOULEMENT DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE....86

37 EXPORTATIONS....87

38 EXPORTATIONS NATIONALES, 1988....88

Tableau 1 - POPULATION

Année	Nouveau-Brunswick	Pourcentage de variation	Canada	Pourcentage de variation	N.-B. en % du Canada
1961	597 936		18 238 247		3,3
1966	616 788	3,2	20 140 880	9,7	3,1
1971	634 557	2,9	21 568 311	7,1	2,9
1976	677 250	1,8	22 992 600	1,3	2,9
1981	696 400	0,1	24 341 700	1,2	2,9
1982	696 600	0,0	24 583 100	1,0	2,8
1983	703 200	0,9	24 787 200	0,8	2,8
1984	707 900	0,7	24 978 200	0,8	2,8
1985	709 900	0,3	25 165 400	0,7	2,8
1986	710 400	0,1	25 353 000	0,7	2,8
1987	712 300	0,3	25 617 300	1,0	2,8
1988p	714 300	0,3	25 911 800	1,1	2,8
1989p	718 500	0,6	26 218 500	1,2	2,7

Sources: Recensement de Statistique Canada et Statistique Canada 91-201.

Tableau 2 - POPULATION SELON LE GROUPE D'ÂGES
(en milliers)

Année	0-14	15-24	25-34	35-64	65 et plus
1961	227,2	90,9	67,5	165,4	46,9
1966	222,1	107,9	65,2	171,3	50,3
1971	203,1	126,4	73,9	176,5	54,7
1976	193,1	137,6	99,9	185,7	61,1
1981	173,6	136,6	116,4	199,2	70,6
1982	170,6	133,3	116,7	203,9	72,2
1983	169,3	132,1	118,7	209,4	73,6
1984	167,6	130,2	120,1	214,6	75,3
1985	165,2	127,4	121,3	219,0	77,1
1986	161,9	124,6	122,2	222,9	78,8
1987	159,0	122,6	122,8	226,8	81,0
1988p	156,9	119,9	123,2	231,4	82,8
1989p	155,7	117,5	123,6	237,1	84,6

Sources: Recensement de Statistique Canada et Statistique Canada 91-201

Tableau 3 - STATISTIQUE DE L'ÉTAT CIVIL

Année se terminant le 31 mai	Naissances vivantes	Décès	Accroissement naturel	Accroissement absolu	Migration nette[1]
1974	11 258	5 130	6 128	6 500	+400
1975	11 735	5 235	6 500	11 600	+5 100
1976	11 800	5 216	6 584	12 000	+5 400
1977	11 753	5 140	6 613	6 900	+300
1978	11 119	5 210	5 909	4 000	-1 900
1979	10 784	5 086	5 698	3 800	-1 900
1980	10 782	5 284	5 498	3 500	-2 000
1981	10 633	5 178	5 455	1 000	-4 500
1982	10 373	5 109	5 264	200	-5 100
1983	10 582	5 339	5 243	6 600	+1 400
1984	10 406	5 172	5 234	4 700	-500
1985	10 268	5 298	4 970	2 000	-3 000
1986	10 080	5 382	4 698	500	-4 200
1987	9 653	5 341	4 312	1 900	-2 400
1988*	9 900	5 500	4 400	2 000	-2 400
1989*	9 750	5 500	4 250	4 200	-50

[1]Migration nette = Accroissement absolu - Accroissement naturel.

Sources: Statistique Canada 11-003 et 84-202.

Tableau 4 - REVENU PERSONNEL PAR HABITANT
(dollars)

Année	Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Écosse	Ontario	Canada	% par rapport à l'Ontario	% par rapport au Canada
1974	3 909	4 158	5 961	5 311	65,6	73,6
1975	4 525	4 746	6 751	6 106	67,0	74,1
1976	5 112	5 279	7 569	6 877	67,5	74,3
1977	5 539	5 850	8 212	7 513	67,5	73,7
1978	6 088	6 542	8 985	8 299	67,8	73,4
1979	6 692	7 214	9 952	9 242	67,2	72,4
1980	7 390	7 857	11 017	10 352	67,1	71,4
1981	8 512	9 000	12 758	12 038	66,7	70,7
1982	9 634	10 212	14 070	13 206	68,5	73,0
1983	10 326	10 977	14 997	13 831	68,9	74,7
1984	11 277	11 935	16 423	14 893	68,7	75,7
1985	12 106	13 276	17 354	15 877	69,8	76,2
1986	12 980	14 044	18 508	16 787	70,1	77,3
1987	14 005	15 100	20 242	18 096	69,2	77,4
1988	15 055	16 086	21 860	19 485	68,9	77,3
1989*	16 042	17 119	23 514	20 967	68,2	76,5

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 5 - COMPOSANTES DU REVENU PERSONNEL
(millions de dollars)

Année	Rémunération des salariés	Revenu des exploitants agricoles	Revenu des entreprises individuelles	Revenu de placements	Transferts	Total[1]
1974	1 625	51	151	174	478	2 555
1975	1 951	21	167	192	593	3 010
1976	2 244	36	184	224	680	3 462
1977	2 417	27	199	249	799	3 789
1978	2 623	40	227	326	868	4 189
1979	2 930	44	252	399	888	4 630
1980	3 227	34	261	467	1 015	5 139
1981	3 647	61	273	640	1 161	5 928
1982	3 962	45	350	763	1 403	6 711
1983	4 223	35	453	728	1 587	7 261
1984	4 578	58	509	876	1 762	7 983
1985	5 016	29	570	910	1 884	8 594
1986	5 353	36	632	962	2 048	9 221
1987	5 795	42	665	1 086	2 192	9 976
1988	6 243	51	688	1 215	2 359	10 754
1989*	6 736	55	726	1 300	2 508	11 526

[1]Les chiffres ne concordent pas avec le total.
Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 6 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS

Nouveau-Brunswick et Canada

Année	PIB N.-B.	PIB Canada	PIB par habitant N.-B.	PIB par habitant Canada	N.-B. en % du Canada
	(millions de dollars)		($)	($)	
1963	797	41 860	1 309	2 211	59,2
1964	897	45 619	1 468	2 365	62,1
1965	982	49 948	1 597	2 543	62,8
1966	1 093	55 990	1 772	2 797	63,4
1967	1 160	59 982	1 871	2 943	63,6
1968	1 249	65 488	1 998	3 164	63,1
1969	1 371	72 381	2 183	3 447	63,3
1970	1 482	77 259	2 364	3 628	65,2
1971	1 620	84 370	2 553	3 912	65,3
1972	1 832	94 774	2 862	4 347	65,8
1973	2 179	111 956	3 367	5 079	66,3
1974	2 664	134 725	4 076	6 024	67,7
1975	3 032	154 217	4 558	6 795	67,1
1976	3 457	176 924	5 105	7 695	66,3
1977	3 691	193 425	5 395	8 311	64,9
1978	4 086	216 680	5 938	9 214	64,4
1979	5 108	249 497	7 383	10 506	70,3
1980	5 254	282 408	7 555	11 746	64,3
1981	5 853	319 190	8 405	13 113	64,1
1982	6 223	334 990	8 933	13 627	65,6
1983	6 760	363 127	9 613	14 650	65,6
1984	7 555	400 940	10 672	16 052	66,5
1985	8 077	430 094	11 378	17 091	66,6
1986	8 863	449 224	12 476	17 719	70,4
1987	9 647	491 674	13 543	19 193	70,6
1988	10 336	537 928	14 470	20 760	69,7
1989*	11 078	576 233	15 418	21 978	70,2

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 7 - REVENU PROVINCIAL ET PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL
(millions de dollars)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989*
Rémunération des salariés	4 578	5 016	5 353	5 795	6 243	6 736
Solde et indemnités militaires	132	127	140	149	150	151
Bénéfices des corporations avant impôts	469	460	585	765	769	776
Intérêts et revenus divers de placement	765	721	847	916	1 008	1 078
Revenu net comptable des exploitants agricoles au titre de la production agricole	58	29	36	42	51	55
Revenu net des entreprises non agricoles non constituées en corporation, loyers compris	509	570	632	665	688	726
Ajustment de la valeur des stocks	-76	-40	-21	-67	-46	-20
REVENU PROVINCIAL NET AU COÛT DES FACTEURS	6 435	6 883	7 572	8 265	8 863	9 502
Impôts indirects	1 072	1 126	1 271	1 450	1 558	1 718
Moins:						
Subventions	-252	-196	-144	-162	-168	-177
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	1 120	1 194	1 291	1 382	1 473	1 576
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AUX PRIX DU MARCHÉ	8 375	9 007	9 990	10 935	11 726	12 619

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 8 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS
(millions de dollars)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989*
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AUX PRIX DU MARCHÉ	8 375	9 007	9 990	10 935	11 726	12 619
Subventions	252	196	144	162	168	177
Impôts indirects	-1 072	-1 126	-1 271	-1 450	-1 558	-1 718
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AU COÛT DES FACTEURS	7 555	8 077	8 863	9 647	10 336	11 078

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 9 - DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE
(millions de dollars)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989*
Dépenses des consommateurs en biens et services	5 947	6 474	6 989	7 463	8 002	8 608
Biens	3 524	3 818	4 089	4 323	4 654	4 939
Services	2 423	2 656	2 900	3 140	3 348	3 669
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	2 431	2 638	2 767	2 809	3 035	3 220
Formation brute de capital fixe	1 786	2 027	2 079	2 179	2 478	3 075
Administrations publiques	385	387	397	480	394	458
Construction résidentielle	0	0	0	0	0	0
Construction non résidentielle	331	351	356	420	333	383
Machines et matériel	54	36	41	60	61	75
Entreprises	1 401	1 640	1 682	1 699	2 084	2 617
Construction résidentielle	480	577	701	691	783	822
Construction non résidentielle	338	344	328	329	432	565
Machines et matériel	583	719	653	679	869	1 230
Valeur de la variation matérielle des stocks	17	127	-384	-57	18	..[1]
Exportations nettes plus erreur d'estimation résiduelle	-1 806	-2 258	-1 460	-1 458	-1 807	-2 284
DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE AUX PRIX DU MARCHÉ	8 375	9 007	9 990	10 935	11 726	12 619

[1] Inclus dans "Exportations nettes plus erreur d'estimation résiduelle".

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 10 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE
(millions de dollars)

	1980	1981	1982	1983	1984[1]	1985[1]
SECTEUR DES ENTREPRISES						
Agriculture	82,1	123,1	108,8	96,2	136,2	138,7
Exploitation forestière	111,5	128,6	90,1	138,8	218,2	190,2
Ind. de le péche et du piégeage	34,2	34,2	42,9	50,6	49,3	55,9
Mines	96,2	125,9	124,5	94,2	201,1	99,4
Industries manufacturières	894,7	848,3	800,6	896,1	968,7	1 023,9
Ind. de la construction	429,1	489,4	541,6	546,5	518,2	502,4
Énergie électrique, gaz et autres services publics	201,2	222,8	226,7	400,2	451,1	459,3
Ind. des services d'enseignement	2,3	3,6	2,2	2,0	3,3	1,8
Ind. des services de soins de santé	77,7	92,1	110,6	130,6	124,9	134,8
Hébergement et restauration	129,3	140,6	148,9	157,1	188,4	197,4
SECTEUR NON COMMERCIAL						
Industrie des services forestiers	14,7	18,1	21,5	20,5	23,1	25,4
Industrie de la distribution d'eau	10,3	11,1	12,4	12,5	13,1	14,0
Services des admin. provinciales	182,3	212,5	247,4	272,2	290,5	304,8
Services des admin. locales	71,5	81,8	92,0	101,1	107,5	117,3
Ind. des services d'enseignement	376,8	418,3	466,9	516,1	535,5	589,3
Serv. de soins de santé et sociaux	243,0	284,3	365,4	407,0	458,2	465,3
Industries productrices de biens	1 859,3	1 983,4	1 947,6	2 235,1	2 556,0	2 483,8
Industries productices de services	3 394,7	3 868,6	4 267,4	4 528,9	4 999,0	5 593,2
Produit intérieur brut au coût des facteurs	5 254,0	5 852,0	6 215,0	6 764,0	7 555,0	8 077,0

[1]À compter de 1984, les prévisions du PIB ont été intégrées (dans la mesure du possible) aux modèles régionaux d'intrants et d'extrants de 1984; par conséquent, les données en question ne sont pas toutes comparables aux séries précédentes.

Source: Statistique Canada 15-203.

Tableau 11 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE, EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981 (millions de dollars)

	1980	1981	1982	1983	1984[1]	1985[1]
SECTEUR DES ENTREPRISES						
Agriculture	124,8	123,1	131,5	112,0	133,9	153,9
Exploitation forestière	..	128,6	84,9	128,7	203,3	182,3
Ind. de la pêche et du piégeage	29,9	34,2	38,5	38,2	35,5	35,0
Industries manufacturières	958,7	848,3	784,4	848,4	876,5	913,1
Ind. de la construction	479,6	489,4	528,5	518,8	497,6	485,3
Énergie électrique, gaz et autres services publics	219,2	222,8	242,0	415,4	355,5	352,7
Ind. des services d'enseignement	2,4	3,6	2,3	2,0	3,4	2,3
Ind. des services de soins de santé	88,8	92,1	94,3	103,0	95,2	98,6
Hébergement et restauration	139,9	140,6	133,2	127,8	148,1	143,3
SECTEUR NON COMMERCIAL						
Industrie des services forestiers	..	18,1	19,2	17,0	16,0	37,8
Industrie de la distribution d'eau	11,4	11,1	11,5	11,0	10,7	9,8
Services des admin. provinciales	204,8	212,5	224,7	231,1	228,2	232,8
Services des admin. locales	79,9	81,8	82,8	81,7	82,9	86,9
Ind. des services d'enseignement	418,3	418,3	425,2	433,7	437,0	437,1
Serv. de soins de santé et sociaux	266,5	284,3	311,3	330,4	360,9	398,7

[1]À compter de 1984, les prévisions du PIB ont été intégrées (dans la mesure du possible) aux modèles régionaux d'intrants et d'extrants de 1984; par conséquent, les données en question ne sont pas toutes comparables aux séries précédentes.

Source: Statistique Canada 15-203.

Tableau 12 - INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS
(millions de dollars)

	1984	1985	1986	1987	1988[1]	1989[2]
Immobilisations	1 573,8	1 967,0	1 938,8	2 151,9	2 422,8	3 005,6
Construction:	928,2	1 200,1	1 224,3	1 403,8	1 492,3	1 757,9
Industries primaires et construction	113,0	124,2	88,1	65,5	70,6	85,1
Fabrication	27,6	44,7	41,6	40,7	79,0	127,4
Services d'utilité publique	99,2	71,5	71,1	87,0	130,3	202,4
Commerce et finances	72,8	80,5	115,0	119,4	125,8	166,4
Habitation	262,5	507,5	538,6	653,2	723,3	759,4
Institutions et ministères gouvernementaux	353,1	371,7	369,9	438,0	363,3	417,2
Machines et outillage:	645,6	766,9	714,5	748,1	930,5	1 247,7
Industries primaires et construction	175,7	155,3	87,1	101,0	105,1	141,9
Fabrication	142,4	291,7	241,2	247,2	391,3	605,9
Services d'utilité publique	143,1	128,9	160,2	119,9	157,6	182,4
Commerce et finances	122,2	138,8	165,4	211,8	206,4	231,6
Habitation	-	-	-	-	-	-
Institutions et ministères gouvernementaux	62,2	52,2	60,6	68,2	70,1	85,9
Réparations	690,8	692,6	701,3	750,8	773,6	818,3
Industries primaires et construction	104,1	118,2	132,4	132,4	145,2	157,4
Fabrication	134,4	130,5	133,1	169,9	195,0	206,4
Services d'utilité publique	194,4	228,7	200,6	188,0	176,5	187,3
Commerce et finances	39,2	46,8	52,2	65,9	55,5	58,4
Habitation	81,2	65,9	69,5	83,0	85,7	91,1
Institutions et ministères gouvernementaux	137,5	102,5	113,5	111,6	115,7	117,7
Immobilisatons et réparations	2 264,6	2 659,6	2 640,1	2 902,7	3 196,4	3 823,9

[1]Dépenses réelles provisoires.
[2]Perspectives révisées.
Sources: Statistique Canada 61-205 et 61-206.

Tableau 13 - RÉMUNÉRATION HEBDOMADAIRE MOYENNE, PAR ACTIVITÉ
(dollars)

	1986	1987	1988	1989
Forêts	490,94	479,46	491,59	533,07
Mines, carrières et puits de pétrole	619,56	624,73	648,82	706,22
Industries manufacturières	448,88	470,56	487,66	526,05
Aliments et boissons	359,33	379,55	383,10	413,57
Bois	359,27	400,70	419,66	430,64
Papier et activités annexes	719,77	759,95	783,26	823,98
Construction	445,21	463,35	480,37	538,45
BRANCHES PRODUCTRICES DE BIENS	462,09	480,84	497,15	540,16
Transports, communications et autres services publics	509,20	532,19	554,56	581,68
Transports	473,92	496,21	512,95	536,96
Commerce	278,12	278,82	295,38	300,97
Commerce de gros	398,04	402,78	416,26	427,79
Commerce de détail	240,01	234,74	246,76	249,81
Finances, assurances et affaires immobilières	399,75	400,50	422,67	436,94
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	345,27	354,34	362,21	380,14
Enseignement et services annexes	507,37	522,18	539,63	555,51
Services médicaux et sociaux	353,45	365,13	377,78	399,43
Services fournis aux entreprises	324,58	350,56	370,81	396,43
Hébergement et restauration	170,62	162,73	160,16	176,27
Administration publique	516,45	541,18	553,09	577,74
BRANCHES PRODUCTRICES DE SERVICES	374,55	385,22	396,20	411,47
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	393,68	407,45	421,10	442,59

Source: Statistique Canada 72-002.

Tableau 14 - STATISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE

Année	Population de 15 ans et plus (milliers)	Population active (milliers)	Personnes occupées (milliers)	Chômeurs (milliers)	Taux de chômage (pourcentage)	Taux d'activité (pourcentage)
1974	448	239	221	18	7,5	53,3
1975	461	248	224	24	9,8	53,8
1976	473	253	226	28	11,0	53,6
1977	481	258	224	34	13,2	53,6
1978	489	268	234	34	12,5	54,8
1979	497	273	243	30	11,1	55,0
1980	504	280	249	31	11,0	55,6
1981	508	286	253	33	11,5	56,2
1982	512	281	242	40	14,1	54,9
1983	519	288	245	43	14,8	55,4
1984	525	290	247	43	14,8	55,2
1985	530	300	255	45	15,1	56,7
1986	533	306	262	44	14,3	57,4
1987	537	312	272	41	13,1	58,2
1988	541	318	280	38	12,0	58,8
1989	547	325	284	41	12,5	59,5

Source: Statistique Canada 71-201.

Tableau 15 - EMPLOI SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ ET SELON LA PROFESSION (milliers)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Branche d'activité						
Agriculture	7	7	6	6	5	5
Autres branches du secteur primaire	12	11	11	11	12	13
Industries manufacturières	34	32	35	37	39	37
Construction	13	14	15	15	17	18
Transports, communications et autres services publics	25	25	23	23	25	25
Commerce	47	48	50	53	53	54
Finances, assurances et affaires immobilières	10	10	11	12	12	12
Services	79	85	88	90	93	96
Administration publique	21	22	23	24	24	24
Total	247	255	262	272	280	284
Profession						
Direction et administration	62	68	69	69	72	78
Travail administratif	39	42	41	45	46	47
Commerce	22	23	25	26	26	25
Services	38	39	42	44	44	42
Professions du secteur primaire	16	15	14	15	15	15
Traitement des matières premières	32	30	32	34	34	33
Construction	15	18	19	18	21	20
Transports	12	11	12	13	13	12
Manutention et autres métiers	10	9	9	9	10	11

Sources: Statistique Canada 71-001 et 71-529.

Tableau 16 - EMPLOI DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
(nombre)

Année	Administration fédérale	Administration provinciale	Administrations locales	Total
1975	16 016	28 387	3 738	48 142
1976	16 392	28 899	3 754	49 045
1977	16 729	29 100	4 063	49 892
1978	17 205	29 701	3 815	50 721
1979	17 155	28 942	3 976	50 073
1980	17 280	29 248	4 164	50 692
1981	17 653	29 739	4 198	51 590
1982	16 883	30 734	4 341	51 958
1983	16 737	31 101	4 231	52 069
1984	16 922	36 613[1]	4 196	57 731
1985	16 823	38 147[1]	4 321	59 291
1986	16 664	39 182[1]	4 256	60 102
1987	16 342	40 839[1]	4 387	61 568
1988	16 466	41 165[1]	4 328	61 959

[1] Comprend environ 5 500 employés auparavant omis.
Sources: Statistique Canada 72-004, 72-007 et 72-009.

Tableau 17 - COMPOSANTES DU REVENU DES AGRICULTEURS
(milliers de dollars)

Année	Recettes monétaires totales	Revenu brut total[1]	Dépenses d'exploitation et d'amortissement	Revenu net total
1975	99 543	95 573	76 421	19 152
1976	115 608	118 557	82 628	35 929
1977	110 896	113 392	88 106	25 286
1978	122 972	129 647	94 251	35 396
1979	140 577	145 455	107 627	37 828
1980	151 995	153 902	134 415	19 487
1981	194 910	208 722	164 490	44 232
1982	190 327	195 532	175 947	19 585
1983	199 828	195 367	172 957	22 410
1984	216 654	225 853	182 010	43 843
1985	216 536	234 971	189 667	45 304
1986	223 045	210 629	188 309	22 320
1987	243 002	260 598	194 104	66 494
1988	252 334	246 616	200 805	45 811
1989	267 335	..	..	..

[1] Le revenu brut total correspond à la somme des recettes monétaires totales et du revenu en nature, corrigée de la valeur de la variation des stocks.

Source: Statistique Canada 21-603.

Tableau 18 - RECETTES MONÉTAIRES PROVENANT DES OPÉRATIONS AGRICOLES
(milliers de dollars)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Avoine	1 161	1 359	1 075	894	1 290	1 378
Pommes de terre	51 819	43 642	43 148	52 351	54 000	75 585
Fruits	3 813	5 951	7 803	9 642	9 281	7 981
Légumes	5 422	6 646	6 353	7 523	9 152	9 413
Produits forestiers et de l'érable	5 115	6 428	7 543	7 639	8 382	8 457
Autres cultures	8 935	9 321	10 360	11 763	10 694	11 397
Total, cultures	76 265	73 347	76 282	89 812	92 799	114 211
Bêtes à cornes et veaux	21 791	19 880	25 986	23 334	25 194	20 136
Porcs	21 559	20 179	22 118	20 511	16 384	17 457
Moutons et agneaux	292	256	292	471	431	323
Produits laitiers	50 492	51 864	53 743	54 551	58 025	58 993
Volaille	21 464	22 373	22 960	25 288	28 061	27 595
Oeufs	13 110	14 172	13 318	13 775	14 291	15 661
Autres bétail et produits	3 012	3 121	2 059	5 427	4 156	2 770
Total, bétail et produits	131 720	131 845	140 476	143 357	146 542	142 935
Programmes provinciaux de stabilisation	2 310	2 906	934	501	3 563	2 564
Subvention aux produits laitiers	3 826	3 720	3 672	3 613	3 811	3 676
LSPA	197	11	41	110	3 826	2 983
Diverses paiements	2 336	4 707	1 640	5 609	1 793	966
Total, paiements directs	8 669	11 344	6 287	9 833	12 993	10 189
Total, recettes monétaires	216 654	216 536	223 045	243 002	252 334	267 335

Source: Statistique Canada 21-603.

Tableau 19 - STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Année	Établissements	Activité totale		Activité de l'exploitation forestière	
		Nombre de salariés	Traitements et salaires	Valeur ajoutée	Valeur des livraisons
	(nombre)		(milliers de dollars)		
1974	278	4 741	43 155	72 834	166 333
1975	262	4 134	41 858	62 598	149 161
1976	210	3 852	45 072	73 603	177 180
1977	167	3 547	45 599	72 455	175 710
1978	180	4 269	56 159	87 544	198 401
1979	220	4 377	64 345	107 440	227 681
1980	252	4 140	65 921	112 187	251 104
1981	243	3 808	70 653	113 199	275 244
1982	195	3 188	57 652	82 562	219 528
1983	243	4 051	75 665	127 631	295 665
1984	265	3 217	67 873	171 680	370 493
1985	255	2 831	61 434	129 692	351 137
1986	232	2 970	69 909	126 737	365 324

Source: Statistique Canada 25-201.

Tableau 20 - ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION FORESTIÈRE TOTALE (mètres cubes)

Année	Billes et billots	Bois à pâte	Bois de chauffage	Autres	Total
1974	1 926 000	6 626 000	170 000	59 000	8 781 000
1975	1 755 000	4 913 000	193 000	45 000	6 906 000
1976	1 798 000	5 394 000	198 000	88 000	7 478 000
1977	1 897 000	5 550 000	170 000	85 000	7 702 000
1978	2 265 000	5 947 000	204 000	93 000	8 509 000
1979	2 322 000	6 088 000	255 000	85 000	8 750 000
1980	2 345 000	5 714 000	252 000	76 000	8 387 000
1981	2 282 000	5 165 000	266 000	82 000	7 795 000
1982	2 061 000	3 956 000	241 000	62 000	6 320 000
1983	2 360 000	4 752 000	265 000	65 000	7 442 000
1984	2 534 000	5 486 000	269 000	89 000	8 378 000
1985	2 344 000	5 126 000	337 000	89 000	7 896 000
1986	2 542 000	5 745 000	340 000	93 000	8 720 000

Source: Statistique Canada 25-201.

Tableau 21 - STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE

Année	Poissons de mer débarqués		Nombre de pêcheurs
	Quantité (tonnes métriques)	Valeur (milliers de dollars)	
1974	118 356	22 080	4 898
1975	126 434	25 526	5 118
1976	118 527	25 082	5 486
1977	133 034	34 369	6 076
1978	154 899	49 976	4 842
1979	139 367	53 917	5 286
1980	107 161	48 752	5 896
1981	104 414	55 003	5 929
1982	111 027	67 377	5 805
1983	109 111	79 682	6 567
1984	96 976	75 751	6 665
1985	127 541	81 498	6 488
1986	130 498	94 116	7 749
1987	131 562	101 010	7 934
1988	134 207	108 655	7 903

Sources: Pêches et Océans, Canada et le ministère des Pêches du Nouveau-Brunswick.

Tableau 22 - VALEUR DES POISSONS DE MER DÉBARQUÉS (ESPÈCES PRINCIPALES)
(milliers de dollars)

Espèces	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Poissons de fond	8 048	5 482	7 896	10 839	14 016	8 685
Morue	6 413	3 701	5 380	7 456	8 284	4 467
Aiglefin	74	68	125	149	208	96
Perche rose	447	567	680	1 016	1 860	1 480
Autres	1 114	1 146	1 711	2 218	3 664	2 642
Poissons pélagiques et d'estuaire	9 938	7 672	12 041	14 521	17 591	15 996
Hareng	7 708	6 194	10 328	13 462	16 741	13 072
Saumon	501	67	-	-	-	-
Eperlan	298	299	272	100	451	670
Thon	37	59	63	23	-	-
Autres	1 394	1 053	1 378	936	399	2 254
Mollusques et crustacés	61 507	62 471	61 353	68 533	69 210	83 664
Coques	1 298	2 909	2 576	3 537	2 390	1 496
Crabe	27 054	23 972	18 029	25 929	23 527	31 947
Homard	23 637	25 488	32 322	29 162	27 288	41 259
Pétoncle	6 342	7 813	5 426	4 882	9 075	5 069
Autres	3 176	2 289	3 000	5 023	6 930	3 893
Divers[1]	189	126	208	223	193	310
Total	79 682	75 751	81 498	94 116	101 010	108 655

[1]Comprend la rhodyménie, la mousse, les écailles, etc.
Sources: Pêches et Océans, Canada et le ministère des Pêches du Nouveau-Brunswick.

Tableau 23 - PRODUCTION MINÉRALE - QUANTITÉ
(milliers)

Minéral	Unité	1988	1989p
Cuivre	kilogrammes	7 966	8 264
Plomb	kilogrammes	74 543	68 356
Zinc	kilogrammes	261 089	224 616
Argent	kilogrammes	203	197
Tourbe	tonnes métriques	241	217
Soufre	tonnes métriques	121	85
Sable et gravier	tonnes métriques	9 429	9 039
Pierre	tonnes métriques	2 445	2 250
Charbon	tonnes métriques	542	525

Sources: Statistique Canada 26-202 et le ministère des Ressources naturelles.

Tableau 24 - STATISTIQUE PRINCIPALE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE

Année	Activité totale		Activité minière	
	Nombre de salariés	Traitements et salaires	Valeur ajoutée	Valeur de la production
		(milliers de dollars)		
1974	2 934	26 640	84 439	187 783
1975	2 996	36 596	79 099	208 422
1976	2 936	36 492	69 633	190 653
1977	3 018	44 735	79 611	226 422
1978	2 810	43 226	131 618	308 023
1979	2 881	49 919	227 389	435 225
1980	2 554	50 040	103 845	257 304
1981	3 093	70 071	150 505	416 483
1982	2 918	77 669	144 820	416 722
1983	2 626	70 416	110 241	372 625
1984	2 940	90 111	221 143	486 914
1985	3 068	93 587	128 034	419 068
1986	3 145	103 194	160 434	450 488
1987	3 191	107 175	212 098	539 831

Source: Statistique Canada 26-201.

Tableau 25 - PRODUCTION MINÉRALE - VALEUR
(milliers de dollars)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989p
Minéraux métalliques	485 981	359 501	312 466	391 836	604 045	639 524
Cuivre	14 757	13 454	12 860	17 515	25 139	28 259
Plomb	53 003	39 463	45 341	70 333	75 587	71 227
Zinc	327 539	247 669	196 595	229 699	431 581	485 621
Argent	75 597	48 921	41 168	56 176	54 236	40 987
Minéraux non métalliques	43 549	67 527	118 813	153 969	226 908	194 218
Tourbe	10 974	14 700	21 351	20 405	25 428	21 630
Soufre	8 507	11 175	8 956	13 975	17 127	12 844
Matériaux de construction	42 178	46 011	42 266	44 567	46 319	42 005
Ciment	14 567	12 366	9 526	3 451	x	x
Sable et gravier	8 803	x	x	x	18 291	15 228
Pierre	10 341	12 168	13 064	15 934	15 266	13 614
Combustibles	29 837	31 626	28 027	33 347	33 530	33 800
Charbon	29 806	31 600	28 000	33 320	33 530	33 800
Total, Autres minéraux[1]	11 406	4 232	-	-	-	-
Tous les minéraux	612 951	508 897	501 572	623 719	910 802	909 547

[1] Comprend les valeurs confidentielles.

Sources: Statistique Canada 26-201, 26-202 et le ministère des Ressources naturelles.

Tableau 26 - STATISTIQUE PRINCIPALE DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Année	Activité totale		Activité manufacturière	
	Nombre de salariés	Traitements et salaires	Valeur ajoutée	Livraisons
		(milliers de dollars)		
1977	29 725	371 044	641 547	2 040 500
1978	31 268	412 315	738 132	2 434 849
1979	32 422	467 033	905 679	2 970 508
1980	32 221	526 902	1 079 586	3 560 553
1981	31 511	569 756	1 032 800	3 844 188
1982	28 619	562 523	938 432	3 323 697
1982[1]	28 506	561 295	936 750	3 319 877
1983[1]	28 429	593 532	1 040 848	3 504 835
1984[1]	28 531	631 327	1 150 595	4 092 301
1985[1]	29 456	692 037	1 242 712	4 243 042
1986[1]	31 805	764 144	1 534 531	4 909 325
1987[1]	33 497	..	..	5 334 799
1988[1]	35 830	..	..	5 285 508

[1]Ces chiffres sont basés sur la Classification type des industries (CTI) de 1980, alors que ceux susmentionnés sont basés sur la CTI de 1970.

Source: Statistique Canada 31-001, 31-203 and 72-002.

Tableau 27 - LIVRAISONS DE PRODUITS DE FABRICATION, INDUSTRIES PRINCIPALES
(milliers de dollars)

Industrie	1986	1987	1988	1989
Industrie du papier et activités connexes	1 165 414	1 359 816	1 507 161	1 559 347
Industrie des aliments	998 463	1 047 633	995 002	1 012 687
Industrie du bois	400 790	432 475	457 328	483 677
Fabrication de produits en métal	123 350	125 619	143 928	133 609
Meubles et articles d'ameublement	17 572	16 840	16 229	18 452
Divers	2 203 736	2 352 416	2 165 860	2 365 983
Total, Toutes les industries	4 909 325	5 334 799	5 285 508	5 573 755

Sources: Statistique Canada 31-001 et 31-203.

Tableau 28 -LOGEMENTS MIS EN CHANTIER ET PARACHEVÉS

Année	Mises en chantier			Achèvements		
	N.-B.	N.-É.	Canada	N.-B.	N.-É.	Canada
1974	5 861	6 008	222 123	6 812	6 604	257 243
1975	6 983	6 366	231 456	5 804	6 249	216 964
1976	6 772	7 470	273 203	7 137	7 364	236 249
1977	4 308	7 495	245 724	5 313	7 521	251 789
1978	5 167	4 853	227 667	5 896	5 745	246 533
1979	5 021	4 538	197 049	5 090	6 132	226 489
1980	2 646	3 895	158 601	3 258	4 512	176 168
1981	2 188	3 715	177 973	2 477	4 374	174 996
1982	1 680	3 691	125 860	1 427	3 174	133 942
1983	4 742	5 697	162 645	3 487	5 069	163 008
1984	2 873	4 598	134 900	3 923	5 082	153 012
1985	4 142	6 923	165 826	3 224	5 748	139 106
1986	4 045	7 571	199 785	4 504	7 571	184 605
1987	3 716	6 460	245 986	3 944	6 488	217 976
1988	3 621	5 478	222 562	3 798	5 793	216 532
1989	3 681	5 359	215 382	3 383	4 904	217 371

Sources: Statistique Canada 64-002 et S.C.H.L.

Tableau 29 - TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Année	Main-d'oeuvre		Coûts des matériaux utilisés	Valeur des travaux exécutés
	Salariés	Valeur	(milliers de dollars)	
1974	26 087	270 735	300 259	755 318
1975	22 709	297 766	321 388	828 972
1976	23 799	325 136	315 035	892 979
1977	21 024	314 887	316 606	873 745
1978	21 485	336 966	342 863	927 736
1979	22 193	401 593	399 484	1 070 527
1980	14 747	358 130	365 709	958 052
1981	15 339	383 424	382 633	1 022 317
1982	20 325	393 005	424 578	1 081 700
1983	19 761	403 218	464 092	1 154 410
1984	20 317	429 618	485 077	1 200 082
1985	23 256	514 211	551 377	1 447 555
1986	20 344	465 265	551 337	1 471 396
1987	21 551	525 684	656 046	1 670 885
1988[1]	21 428	539 797	693 934	1 758 053
1989[2]	22 217	588 439	752 992	1 918 546

[1]Chiffres réels provisoires.
[2]Prévisions.

Source: Statistique Canada 64-201.

Tableau 30 - VALEUR DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SELON LE GENRE DE CONSTRUCTION
(milliers de dollars)

	1984	1985	1986	1987	1988[1]	1989[2]
Construction de bâtiments	735 008	995 075	1 042 640	1 213 772	1 305 872	1 392 624
Habitations	343 708	573 411	608 077	736 203	809 046	843 807
Bâtiments industriels	90 745	90 401	67 020	66 339	97 257	131 905
Bâtiments commerciaux	137 517	145 776	148 172	180 468	187 872	208 259
Édifices institutionnels	133 043	143 303	167 508	180 796	165 918	163 296
Autres bâtiments	29 995	42 184	51 863	49 966	45 779	45 357
Construction technique	465 074	452 480	428 756	457 113	452 181	525 922
Génie maritime	40 160	17 175	11 434	15 388	21 829	20 070
Routes et pistes d'atterrissage	153 176	164 373	154 097	x	x	x
Systèmes d'eau et d'égout	39 635	46 075	45 097	52 137	41 809	46 631
Barrages et travaux d'irrigation	2 097	2 235	3 283	3 332	3 122	3 448
Énergie électrique	70 785	48 493	57 705	64 420	103 729	159 896
Chemins de fer, téléphones et télégraphes	46 693	72 083	51 160	54 745	58 932	63 381
Gaz et pétrole	3 419	11 193	10 514	5 997	6 892	7 183
Autres ouvrages	109 109	90 853	95 466	84 178	83 779	87 412
Total	1 200 082	1 447 555	1 471 396	1 670 885	1 758 053	1 918 546

[1]Chiffres réels provisoires.

[2]Prévisions.

Source: Statistique Canada 64-201.

Tableau 31 - COMMERCE DE DÉTAIL

Année	Total (millions de dollars)			Par habitant (dollars)		
	N.-B.	N.-É.	Canada	N.-B.	N.-É.	Canada
1975	1 337,8	1 619,1	51 399,2	2 011	1 976	2 265
1976	1 494,7	1 821,8	57 166,9	2 207	2 199	2 486
1977	1 564,5	1 936,6	61 651,3	2 287	2 324	2 649
1978	1 745,0	2 239,5	68 769,3	2 536	2 674	2 924
1979	1 975,5	2 523,6	77 025,1	2 855	2 998	3 244
1980	2 119,1	2 643,0	84 026,6	3 047	3 127	3 495
1981	2 317,5	2 889,1	94 292,8	3 328	3 409	3 874
1982	2 448,6	3 097,8	97 638,5	3 515	3 647	3 972
1983	2 719,3	3 533,8	106 243,0	3 867	4 123	4 286
1984	2 927,4	4 048,0	116 079,9	4 135	4 683	4 647
1985	3 171,5	4 579,6	129 446,3	4 468	5 258	5 144
1986	3 482,4	4 796,1	140 009,3	4 902	5 493	5 522
1987	3 794,2	5 225,3	153 732,8	5 327	5 951	6 001
1988	4 119,9	5 606,0	165 190,4	5 768	6 350	6 375
1989	4 329,7	5 834,3	172 744,7	6 026	6 579	6 589

Sources: Statistique Canada 63-005, 63-517 et 63-519.

Tableau 32 - COMMERCE DE DÉTAIL SELON LE GENRE DE COMMERCE
(milliers de dollars)

	1987	1988	1989
Épiceries - boucheries	687 564	726 087	746 540
Épiceries, confiseries et articles divers	158 229	181 957	192 706
Tous les autres magasins d'aliments	52 758	52 615	52 244
Grands magasins	285 874	299 225	309 179
Magasins de marchandises	134 547	141 145	144 643
Magasins généraux	133 618	135 146	143 084
Bazars	67 352	61 753	54 172
Concessionnaires d'automobiles	696 659	774 274	805 189
Vendeurs d'automobiles d'occasion	27 807	34 722	37 818
Stations-service	396 171	444 408	458 651
Garages	15 184	22 418	37 537
Magasins de pièces et d'accessoires d'automobiles	103 001	98 060	109 329
Magasins de vêtements pour hommes	30 098	30 351	34 032
Magasins de vêtements pour dames	72 747	77 790	81 213
Magasins de vêtements pour la famille	47 376	52 410	63 704
Magasins de chaussures spécialisées	x	x	x
Magasins de chaussures pour la famille	x	x	x
Quincailleries	46 090	51 205	58 946
Magasins de meubles	37 996	49 381	58 622
Magasins d'appareils ménagers	11 446	11 608	11 314
Magasins de meubles, téléviseurs, radios et accessoires	x	x	x
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	233 170	256 858	283 061
Librairies et papeteries	20 021	22 976	25 206
Fleuristes	14 104	15 236	16 843
Bijouteries	27 936	30 816	31 793
Magasins d'articles de sport et d'accessoires	33 568	39 754	50 545
Magasins d'accessoires personnels	21 735	26 053	30 900
Tous les autres magasins	393 021	433 283	439 715
Total	3 794 167	4 119 921	4 329 695

Source: Statistique Canada 63-005.

Tableau 33 - INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
(1981 = 100)

Année	Nouveau-Brunswick								Canada
	Aliments	Habitation	Habillement	Transports	Santé et soins personnels	Loisirs et lecture	Tabacs et boissons alcoolisées	Ensemble	Ensemble
1979	80,5	80,9	84,0	77,8	81,8	83,0	79,9	80,7	80,7
1980	89,4	87,9	93,7	87,3	90,3	91,0	88,2	89,0	88,9
1981	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1982	104,5	112,1	104,6	110,7	110,2	110,1	113,7	109,3	110,8
1983	107,0	120,8	108,3	118,8	119,1	119,6	131,4	116,6	117,2
1984	112,9	127,3	111,1	123,9	124,3	124,7	143,0	122,5	122,3
1985	117,2	133,4	114,0	130,9	126,6	129,3	156,3	128,1	127,2
1986	123,4	135,0	117,2	134,3	130,8	136,5	175,2	132,6	132,4
1987	129,1	137,7	121,4	133,3	137,5	144,2	184,4	136,3	138,2
1988	131,4	141,8	127,0	136,4	143,3	152,2	203,5	141,2	143,8
1989	137,1	146,5	131,1	143,5	149,2	158,3	236,6	147,8	151,0

Sources: Statistique Canada 62-001 et 62-010.

Tableau 34 - RECETTES DE L'HÉBERGEMENT ET DE LA RESTAURATION

Année	Total	Hébergement		Repas et boissons		Emploi[1]
		Total	Hôtels et motels	Total	Restaurants	
	(millions de dollars)					
1974	..	39,3	36,3	..	32,6	..
1975	..	44,8	40,1	..	37,7	..
1976	164,5	50,4	46,8	114,1	41,1	..
1977	177,1	55,1	51,4	122,0	44,0	..
1978	202,4	61,2	56,8	141,2	46,9	..
1979	214,6	64,7	60,0	149,9	48,8	..
1980	231,6	70,5	65,2	161,1	..	..
1981	244,4	77,0	71,5	167,3	89,0	..
1982	271,4	84,5	79,0	186,9	95,4	..
1983	273,2	86,0	80,4	187,2	94,1	10 540
1984	303,9	97,0	90,3	206,9	105,5	10 565
1985	330,2	111,2	101,6	219,0	113,2	12 342
1986	359,8	120,2	112,7	239,6	124,1	12 909
1987	..	..	..	265,8	143,9	13 931
1988	..	..	..	282,1	148,9	14 370

[1]Hébergement, et restauration.

Sources: Statistique Canada 63-011, 63-204 et 72-002.

Tableau 35 - NOMBRE DE VÉHICLES AUTOMOBILES IMMATRICULÉS

Année	Voitures particulières	Véhicules utilitaires	Motocyclettes	Autres	Total
1973	198 671	44 752	6 010	6 609	256 042
1974	208 229	51 422	7 653	6 869	274 173
1975	218 919	55 924	9 656	4 159	288 658
1976	226 070	61 921	8 490	4 025	300 506
1977	235 164	69 501	9 554	4 443	318 662
1978	243 301	78 127	10 903	8 446	340 777
1979	250 388	85 290	10 869	9 720	356 267
1980	252 915	91 421	11 315	8 585	364 236
1981	251 511	91 684	10 778	11 978[1]	365 951
1982	249 819	100 219	10 793	11 965	372 796
1983	259 866	107 268	11 640	10 684	389 458
1984	268 686	110 628	11 817	12 506	403 637
1985	278 106	114 265	11 836	12 598	416 805
1986	286 037	121 462	11 393	7 590	426 482
1987	292 736	126 677	10 970	6 252	436 635
1988	301 698	133 179	10 340	6 345	451 562

[1] Comprend les mobylettes enregistrées à partir de 1981.

Sources: Statistique Canada 53-219 et le ministère des Transports.

Tableau 36 - DISPONIBILITÉ ET ÉCOULEMENT DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE
(GW.h.)[1]

	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Disponibilité de l'énergie	15 774	17 025	17 954	19 780	19 498	18 972
Production totale	11 657	12 396	11 401	12 222	12 633	15 907
Production hydro-électrique (nette)	3 132	3 121	2 287	3 184	2 246	2 580
Services d'électricité	3 072	3 065	2 242	3 123	2 200	2 521
Établissements industriels	60	56	45	62	45	59
Production thermique (nette)	8 525	9 275	9 114	9 038	10 388	13 327
Services d'électricité	8 022	8 650	8 526	8 329	9 723	12 639
Établissements industriels	503	625	588	709	665	688
Importations des États-Unis	25	17	412	424	266	209
Reçue des autres provinces	4 092	4 613	6 141	7 133	6 598	2 856
Écoulement de l'énergie	15 774	17 025	17 954	19 780	19 498	18 972
Écoulement provincial total	9 249	10 515	10 514	11 555	12 039	12 648
Services domestiques	2 651	2 952	3 263	3 564	3 726	..
Services industriels	3 923	4 700	4 362	5 008	5 293	..
Consommation commerciale et autres	1 612	1 710	1 760	1 866	1 949	..
Divers	1 064	1 154	1 129	1 117	1 071	..
Exportée aux États-Unis	5 266	5 657	6 493	7 008	6 140	5 210
Livrée à d'autres provinces	1 258	853	947	1 217	1 319	1 114

[1] gigawatt heure = 1 million de kilowatts heure.

Sources: Statistique Canada 57-001 et 57-202.

Tableau 37 - EXPORTATIONS

Année	Nouveau-Brunswick	N.-B. en % du PIB	Canada	Canada en % du PIB	Exportations du N.-B. en % des exportations
	(milliers de dollars)		(millions de dollars)		
1974	706 311	26,5	31 740	23,6	2,2
1975	753 202	24,8	32 504	21,1	2,3
1976	775 608	22,4	37 576	21,2	2,1
1977	924 412	25,0	43 684	22,6	2,1
1978	1 280 175	31,3	52 259	24,1	2,4
1979	2 049 847	40,1	64 317	25,8	3,2
1980	2 282 242	43,4	74 446	26,4	3,1
1981	2 440 837	41,7	81 337	25,5	3,0
1982	1 462 305	23,5	81 825	24,4	1,8
1983	1 667 680	24,7	88 155	24,3	1,9
1984	2 132 660	28,2	109 437	27,3	1,9
1985	2 128 508	26,4	116 145	27,0	1,8
1986	2 590 710	29,2	116 588	26,0	2,2
1987	2 951 159	30,6	121 414	24,7	2,4
1988	3 110 099	30,1	134 075	24,9	2,3

Sources: Statistique Canada 65-001, 65-202 et tableaux non publiés.

Tableau 38 - Exportations Nationales, 1988
(milliers de dollars)

Catégorie de marchandises	Tous les pays	États-Unis
Produits du règne animal	183 782	131 390
Viandes et abats comestibles	2 082	909
Poissons, frais, réfrigérés ou congelés	35 612	23 846
Filets de poissons, frais, réfrigérés ou conglés	36 441	33 464
Crustacés, mollusques et invertébrés aquatiques	90 311	64 673
Produits du règne végétal; Produits des industries alimentaires; Boissons et tabacs	190 399	141 857
Pommes de terre, à l'état frais ou réfrigéré	25 363	17 046
Autres légumes	4 520	1 931
Fruits comestibles	4 636	4 371
Poissons, préparés ou conservés	9 690	1 577
Crustacés, mollusques et invertébrés aquatiques, préparés ou conservés	64 900	57 058
Pommes de terre, préparés ou conservés, congelés	20 305	4 628
Boissons	37 634	37 020
Produits minéraux	883 116	729 027
Minerais de zinc et leurs concentrés	143 237	-
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	506 061	501 405
Énergie électrique	222 134	222 134
Produits chimiques; Matières plastiques et caoutchouc	144 987	62 782
Engrais	132 611	51 682
Bois; Pâte de bois; Papiers et cartons	1 537 852	886 588
Bois d'oeuvre	108 473	78 013
Autres bois	60 747	59 714
Pâte de bois	737 449	361 428
Papier à imprimer	388 760	245 340
Autres papiers et cartons	242 363	141 127
Métaux communs	37 872	16 340
Plomb	17 647	2 374
Exportations diverses	59 778	41 110
Transactions spéciales - commerciales	72 313	41 580
EXPORTATIONS TOTALES	3 110 099	2 050 674

Source: Statistique Canada 65-003.